



Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrei
evit an diorren padus



Revue de presse 2017



BRUDED dans les médias

Bilan 2017

Articles et reportages parus dans la presse

Chaque année, BRUDED communique auprès de la presse locale ou spécialisée pour faire connaître les actions portées par ses adhérents et rendre compte de la dynamique du réseau. L'association est également largement présente et relayée sur les réseaux sociaux.

Presse locale	BRUDED a fait l'objet d'articles ou de mentions dans des articles concernant une commune à de nombreuses reprises : 39 dans le Télégramme, 97 dans Ouest-France ainsi que 6 mentions dans divers autres journaux -Les infos de Ploermel, Hebdo d'Armor, Presse Océan et le Trégor)
Presse spécialisée	L'association est mentionnée dans Reporterre, Silence, La Maison Ecologique, Sans-transition, le Journal des maires et Village
Reportages TV	L'association a été l'objet de deux émissions radios, une sur Canal B et une sur RCF.
Réseaux sociaux	Il est impossible de répertorier tous les articles liés à BRUDED publiés les réseaux sociaux, car ils sont très nombreux.

La presse locale

L'association BRUDED est régulièrement mentionnée dans la presse écrite locale, en particulier dans Ouest-France et Le Télégramme.

En 2017, elle a fait l'objet d'articles ou de mentions dans des articles concernant une commune à de nombreuses reprises : 39 dans le Télégramme et 97 dans Ouest-France. Le plus souvent, elle est simplement citée, en particulier lors de la réadhésion d'une commune ou dans le cadre d'autres informations locales.

D'autres articles rapportent de façon plus détaillée un événement organisé par BRUDED, du type visites ou rencontres, ou encore présentent la démarche d'une commune en évoquant le rôle de BRUDED. Ce fut le cas dans 19 articles du Ouest-France et 18 du Télégramme.

➤ Dans Ouest-France (19 articles) :

- 01/02 – Monteneuf – Collaborer pour dynamiser les communes rurales
- 11/03 – Quistinic – La commune primée pour son pôle jeunesse
- 03/04 – Breteil – Des élus en visite sur la valorisation des haies bocagères
- 26/05 – Boisgervilly – L'avenir des centres bourgs au cœur des débats
- 16/06 – Plélan-le-Grand – Développement durable : élaboration d'un programme
- 21/06 – Laurenan – La revitalisation du bourg est en cours
- 23/06 – Roscoff – La cantine municipale est devenue un exemple
- 23/06 – Saint-Aubin-du-Cormier – La commune s'engage pour l'environnement
- 06/07 – Le Clopitre-Saint-Thégonnec – Une cuisine scolaire bio et locale sans gaspillage
- 18/09 – Roscoff – La fête de la gastronomie passe par Prety skol
- 16/10 – Plobannaec-Lesconil – Jardins partagés : seize parcelles attribuées
- 08/11 – Baud – « En zone rurale, le vélo doit aussi trouver sa place »
- 09/11 – Beignon – Redonner du souffle aux centres bourgs
- 13/11 – Quessoy – De nombreux projets sont à l'agenda communal
- 17/11 – Plouégat-Moysan – Un cœur du bourg repensé pour « vivre ensemble »
- 20/11 – Guéméné-sur-Scorff – L'association Bruded a visité la Petite cité de caractère
- 28/11 – Dinan – « Printemps citoyen », au cinéma ce mardi
- 29/11 – La Chapelle-Launay – Des élus échangent sur leur gestion de l'urbanisme
- 30/11 – Beignon – La mort des centres-bourgs n'est pas inéluctable

➤ Dans Le Télégramme (18 articles) :

- 27/01 – Pontivy – Forum de l'écoconstruction, un première à Pontivy
- 13/02 – Loperhet – Label zéro phyto, Loperhet sert d'exemple
- 16/02 – Evran – Développement durable. Evran rejoint l'association Bruded
- 23/03 – Bangor – Conseil. De gros investissements en vue
- 15/06 – Lanvallay – Bruded. En visite sur le chantier de l'école
- 17/06 – Roscoff – Développement durable. Cantine exemplaire

- 27/07 – Le Cloître-Saint-Thégonnec – Cantines scolaires. Partage d'expériences
- 29/08 – Rosnoën – Circuits courts. La cantine scolaire s'y met
- 18/09 – Ambon – Conseil. Le bien-être des habitants
- 23/10 – Guémené-sur-Scorff – Ecole publique. Le projet se dessine petit à petit
- 11/10 – Tohannic – Perturbateurs endocriniens : conférence jeudi
- 14/11 – Plouégat-Moysan – Bruded. Echanges d'expériences entre élus
- 18/11 – Briec – Réseau d'échanges. La commune en exemple
- 22/11 – Guémené-sur-Scorff – Bruded. 40 élus en visite dans la cité
- 28/11 – Lanvallay – Bimby. « Construire une maison dans mon jardin »
- 02/12 – Landéda – Cantine. Les élus de Landéda en visite
- 22/12 – Plonévez – Réseau rural. Echanger les expériences
- 23/12 – Pleyber-Christ – Conseil. Vers un éco-bourg ?

Dans Les infos de Ploermel (2 articles) :

- Mai – Plélan-le-Grand – Politique de l'habitat : exemples plélanais
- Novembre – Beignon – BRUDED : un cycle de visites sur la dynamisation des centres-bourgs avec une visite de Beignon

Dans Hebdo d'Armor :

- 27/05 – Bloisgervilly – Revitaliser les centres bourgs

Dans Presse Océan :

- 06/07 – Bouvron – Le bio a toute sa place au sein des restaurants scolaires

Dans L'écho Républicain :

- 08/11 – Bretoncelles – Les éco-matériaux expliqués aux élus à Bretoncelles

Dans Le Trégor :

- 23/11 – Plouégat-Moysan – Centre-bourg : une nouvelle dynamique

Les bulletins municipaux

Il est impossible de répertorier tous les articles qui présentent BRUDED dans les bulletins municipaux ni sur les sites Internet de nos adhérents, car ils sont de plus en plus nombreux.

La presse écrite spécialisée

BRUDED est aussi présente dans la presse écrite spécialisée. Voici pour exemple quelques articles ou parutions où l'association est mentionnée :

➤ Dans Reporterre :

- Article paru le 14 janvier 2017 : Langouët, la commune bretonne qui a dit non aux énergies fossiles

➤ Dans Silence :

- Article paru dans le N°454 – mars 2017 : Bilan positif à l'écoquartier d'Hédé-Bazouges

➤ Dans la Maison écologique :

- Dossier paru en Avril-Mai 2017 : "Ecolotissement de Bazouges-sous-Hédé : On s'était dit rendez-vous dans 10 ans"

➤ Dans Village :

- Article paru le 9 octobre 2017 : Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs : 10 visites pour passer à l'action

Dans le Journal des maires :

- juin – Changy – Un architecte pour maîtriser la consommation d'énergie

Dans Sans-transition :

- 15/06 – Roscoff – Le collectif Bruded lance son cycle 2017, « du champ à l'assiette »

BRUDED à la télévision et à la radio

BRUDED est aussi présente dans différentes émissions de télé et radio, notamment régionales et locales. Voici pour exemple quelques articles ou parutions où l'association est mentionnée :

➤ Canal B :

- Émission Anthroposcène et article publié le 11 février "BRUDED, une association qui aide les collectivités à partir en transition"

➤ RCF Radio :

- Émission du 3 mars "Comment redynamiser les centres-bourgs ?"

BRUDED sur les réseaux sociaux

Afin de partager de manière encore plus vivante et ouverte, et toujours pour s'adapter aux nouveaux usages, BRUDED a investi largement les réseaux sociaux en 2017 : Facebook, Twitter, YouTube, Vimeo, LinkedIn, Viadeo... Cela permettra aussi de développer la communication auprès du grand public, d'améliorer la communication aux partenaires, de favoriser le rôle de porte-parole des élus. Les comptes ont été ouverts en juillet et au 31/12 nous comptons 180 abonnés sur Facebook et 140 sur Twitter.

Il est impossible de répertorier tous les articles liés à BRUDED sur les réseaux sociaux, car ils sont de plus en plus nombreux. En effet, nombre de partenaires, média et élus ont relayé des actualités proposées par BRUDED sur ses comptes. Nos pages Twitter (@BRUDED_) et Facebook (@Bruded) peuvent être consultées pour avoir un meilleur aperçu de notre présence sur ces médias.

Langouët, la commune bretonne qui a dit non aux énergies fossiles

Langouët (Ille-et-Vilaine) a décidé en 2003 de se passer des énergies fossiles. La commune est en passe d'y parvenir, prouvant que la transition énergétique est possible, même à l'échelle d'une ville sans technicien ni moyens financiers mirobolants.

• Langouët (Ille-et-Vilaine), reportage

En entrant dans Langouët, commune à quelques minutes de route de Rennes, impossible de rater l'atelier municipal et son toit en pente orienté vers le sud. Une inclinaison optimale pour les panneaux solaires qui recouvrent la toiture. Le bâtiment n'est pas simplement le garage du tracteur municipal : c'est aussi une centrale de production photovoltaïque, comme la plupart des bâtiments appartenant à la commune. Tous sont équipés de panneaux solaires.



Le poêle à bois de la bibliothèque municipale.

La décision de Langouët a fait des émules, selon Mickaël Laurent, chargé de développement de Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable (Bruded), un réseau de collectivités bretonnes cofondé par Langouët, « Certains élus hésitaient à se mettre au bois-énergie. Le fait que cela fonctionne à Langouët a contribué à les décider », explique-t-il. Seule ombre au tableau : la chaudière a connu plusieurs problèmes en 2015, qui ont obligé la commune à remettre partiellement en service l'ancien chauffage central au fioul. De quoi plomber le bilan énergétique de la commune. Mais selon Fabien Pottier, qui suit la commune pour le compte de l'Agence locale de l'énergie et du climat (Alec), « une année où la chaudière fonctionne bien, comme ce fut le cas en 2012, on avoisine les 100 % d'énergie renouvelable ».

Les bâtiments de la ville sont également étudiés pour économiser chauffage et électricité. L'école en est un bon exemple : elle a été construite en 2003 selon la norme HQE (haute qualité environnementale), en bois pour mieux retenir la chaleur. Dans les salles de classe et celle de jeu, des puits de lumière rendent quasi-inutiles les néons du plafond. Un tissu spécial, qui laisse passer la lumière, permet d'éviter l'effet loupe de la verrière. Dans les toilettes, des lampes automatiques évitent la surconsommation. Pour le côté pédagogique, un compteur a été installé dans l'une des classes. Il permet aux enfants d'observer en temps réel la production des panneaux du toit.



Atelier municipal à Langouët. © M. B. / A. B. / A. B.

Avant de se tourner vers le futur, Mickaël Laurent, de Bruded, tire les leçons du chemin déjà parcouru. Pour lui, Langouët est un exemple à suivre. « Bien sûr, la ville a l'avantage d'être petite — c'est plus rapide d'agir, il y a moins d'échelons de décision... Mais, en même temps, il n'y a pas de technicien, pas d'ingénieur et peu d'argent. Mais ce que prouve cette expérience, c'est que quand des élus veulent, ils peuvent. » Mais avant de pouvoir annoncer un bilan énergétique 100 % renouvelable, il reste une petite étape à franchir : remplacer le tracteur municipal, seul bien de la commune à encore consommer des énergies fossiles.

Forum de l'éco-construction. Une première à Pontivy



L'annuaire du pays de Pontivy pour l'organisation du forum de l'éco-construction du vendredi 3 et samedi 4 février au lycée du Blavat.

Apporter des outils et témoignages pour évacuer les préjugés et aider professionnels et particuliers à franchir le pas de l'éco-construction, tel est le but du forum qui sera organisé le vendredi 3 et samedi 4 février, au lycée du Blavat. Une première à Pontivy.

Construction, rénovation, décoration, domotique, enduits thermiques, isolation performante, finitions, liège bois, aides et fiscalité, bâti, matériaux bio-sourcés, bio-fibres triko, chaux, chanvre, coton, lin, argile, laines de bois et ouate de cellulose... Le premier forum de l'éco-construction, organisé à Pontivy, les 3 et 4 février, au lycée du Blavat, permettra aux professionnels et au public de s'informer sur toutes ces techniques. « Le développement de l'éco-construction dans le domaine de l'habitat ne cesse de croître depuis une dizaine d'années », explique Fanny Pohardy, directrice du pays de Pontivy. « Notre objectif est de réunir les différents publics ciblés pour leur faire connaître les techniques et artisans présents sur le territoire ».

« Les préoccupations du monde du bâtiment »

Financé par la Région et le programme européen Leader, le forum se déroulera dans les locaux du lycée du Blavat à Pontivy. « C'est l'intérêt du lycée professionnel de se situer au centre des préoccupations du monde du bâtiment », note le directeur, Jean-Jacques Mercœur. Labellisé « Boucle énergétique locale » par la région Bretagne et « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » par le ministère de l'Environnement, le pays de Pontivy s'associe à de nombreux partenaires, acteurs majeurs dans le domaine, pour organiser ce forum. Le Greta Sud-Bretagne, la Capab, Bruded, la Fédération du bâtiment, la Chambre de métiers, le Pôle habitat

écologique de Baud, le Réseau breton bâtiment durable et l'Espace info énergie sont engagés dans une démarche de sensibilisation.

Témoignages et démonstrations

« Nous proposerons des conférences afin d'enlever les préjugés, des témoignages concrets de réalisation et des informations sur les outils techniques d'isolation, de peinture, de construction et d'énergies renouvelables », expliquent les organisateurs. « Les artisans du territoire développant ces techniques sur le territoire seront en démonstration afin de faire découvrir le savoir-faire local ». La matinée du vendredi 3 février sera consacrée aux élus et services techniques, l'après-midi aux professionnels, architectes et maîtres d'oeuvre. « Il y aura une vingtaine de mini-conférences à leur intention », précise Fanny Pohardy. Le samedi, la journée sera ouverte au public qui pourra recevoir des réponses concrètes aux interrogations. « Maxime Le Cren, de l'Espace Info Énergie, proposera du conseil aux particuliers ».

Pratique

Forum de l'éco-construction, vendredi 3, de 9 h 30 à 17 h (professionnels), et samedi 4 février, de 10 h 30 à 17 h (tout public). Entrée gratuite.

Collaborer pour dynamiser les communes rurales

Publié le 01/02/2017 à 02:59

Écouter



Facebook

Twitter

Google+

✉

Lire le Journal numérique

La commune tente d'insuffler une dynamique locale par la participation citoyenne. L'association Bruded rassemble et accompagne les élus dans leurs démarches d'aides aux entreprises.

En fin de semaine dernière, le maire Daniel Huet a reçu des élus d'autres communes, notamment de Breteil en Ille-et-Vilaine, en lien avec l'association Bruded (acronyme de Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable).

Partage d'expérience

Forte de 130 communes adhérentes et de plusieurs structures communautaires, Bruded « vise à renforcer les échanges entre élus des collectivités concernant leurs démarches de soutien au commerce, à l'artisanat, à l'agriculture, au logement, à l'emploi ou au développement durable », détaille Ivana Potelou, chargée de développement sur le sud-est de la Bretagne historique.

Réseau de partage d'expériences, Bruded aiguillonne et accompagne les élus dans le dédale administratif, « au travers de visites thématiques ou de rencontres entre élus. Nos deux priorités sont les centre-bourg et l'emploi local ».

Les idées fourmillent et Bruded est chargé de guider les élus dans leurs initiatives. « À Monteneuf, on a fait le choix d'avoir un minimum de services de proximité. Si les communes n'entreprennent pas de soutenir ou d'investir, des choses vont disparaître. Cela représente un coût pour la commune mais nous sommes dans une démarche volontaire et touristique », appuie le maire.

Avec la proximité du centre Les Landes, du site mégalithique et de la réserve naturelle, Monteneuf compte effectivement beaucoup d'atouts dans sa manche.

samedi 11 février 2017

11-02-2017

ECOUTEZ :

| DOWNLOAD

ANTHROPO-SCENE : émission du 11 février

c'est à ré-écouter ici : http://canalb.org/.../anthroposc.../anthroposcene_2017.02.11.mp3

avec au programme cette semaine:

- le film "Qu'est ce qu'on attend" de Marie-Monique ROBIN,...
- avec l'association "la Bonne assiette"
- BRUDED : une association qui aide les collectivités à partir en transition : pourquoi c'est difficile pour les élus ?
- Corto Fajal, réalisateur et producteur de cinéma, nous fera découvrir une île : TIKOPIA à samedi prochain 11h sur Canal B la Radio curieuse de Rennes !

► Le Télégramme du 13/02/2017 - Loperhet

Label zéro phyto. Loperhet sert d'exemple



Photo: au télégramme de Loperhet - à l'exemple à suivre

Labellisée en 2013, Loperhet a organisé, jeudi, une visite-rencontre sur le thème « Zéro phyto » destinée aux communes souhaitant s'inspirer des méthodes de travail pour nettoyer les espaces publics. Élus ou personnels des services techniques des communes déjà concernées ont parlé de leur expérience. Jean-Paul Morvan, maire de Loperhet, a présenté sa ville ; Monique Herrou, son adjointe, a rappelé l'engagement de la commune depuis 10 ans, administratrice de Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable (Bruded). Les actions de l'association ont été présentées aux élus par Maïwen Magnier. Marie Garnier, pour CAUE 29, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement, a passé en revue les outils techniques et les choix de végétalisation. Gwénola Le Men, du syndicat de bassin de l'Élorn, a évoqué la démarche « zéro phyto ». Maire de Saint-Frégant, Cécile Galiou s'est félicitée, avec Patrick Jaffrès, responsable du service technique, de l'engagement de sa commune depuis 2015.

Une visite in-situ

Première adjointe à Daoulas, Martine Rigault a parlé du plan de gestion différencié pour les espaces communaux. Stéphane Le Bars, chargé des espaces verts à Roscoff, a souligné l'intérêt de choisir les espèces végétales dans la démarche. En fin de réunion, les participants ont visité les terrains de football, le cimetière et le parvis de l'église enherbés et écouté les explications de Christophe Morvan et Jean-Luc Jaouen sur les outils utilisés et la périodicité de l'entretien.

Développement durable. Evran rejoint l'association Bruded

🕒 Publié le 16 février 2017

Le 2 février, le conseil municipal a voté l'adhésion de la commune à l'association Bruded, un réseau de plus de 120 collectivités bretonnes qui s'engagent dans des réalisations concrètes de développement durable et solidaire. Comme l'explique Jérôme Le Goff, conseiller municipal et gérant de la ferme des Aulnays, qui a récemment accueilli le candidat d'Europe Écologie Les Verts (EELV) Yannick Jadot, la démarche de ce collectif consiste à partager et mutualiser des expériences communales, ainsi qu'à faire connaître des réalisations concrètes en termes de démarches globales, d'équipements publics, d'aménagements, de restauration scolaire et de gestion des espaces publics, par exemple. Des activités régulières entre élus sont prévues, assorties de visites de terrain et de mutualisations d'expériences.

► Silence du 03/2017 – Hédé-Bazouges



Bilan positif à l'écoquartier d'Hédé-Bazouges

La commune d'Hédé-Bazouges, au nord de Rennes, a mis en place l'écoquartier "Les Courtils" en 2005 : 32 logements : 10 logements collectifs sociaux et 22 maisons individuelles.



L'ÉQUIPE D'ARCHITECTES BERNARD MEN-
guy et Georges Le Garrec a choisi de favoriser de
larges espaces et cheminements piétons, un
système de récupération des eaux de pluie et d'arrosage
naturel des parcelles, une orientation bioclimatique
des parcelles, des haies d'essences locales (interdiction
de planter des arbres exotiques comme les thuyas) avec
des clôtures obligatoirement transparentes (grillage à
mouton). Le PVC (plastique) est interdit dans les habi-
tations. Chaque logement dispose de panneaux solaires
thermiques. C'est ainsi le premier écoquartier labellisé
en Bretagne.

Les déchets ont été pesés pendant un mois : le
constat est que l'écoquartier en produit 5 fois moins
que la moyenne locale et 7 fois moins que la moyenne
nationale (35 kg par an et par habitant contre 161 kg au
niveau local, 250 kg au niveau national).

La collectivité n'en produit aucun dans l'entre-
tien des voiries et des espaces verts : les déchets verts
sont broyés sur place et laissés au pied des végétaux.
Les éclairages publics ont été limités et les plages
horaires de fonctionnement restreintes. Résultat : ils
ne consomment que 7,2 kWh par habitant et par an
contre 86 kWh en moyenne au niveau national (-90 %).

• www.bruded.org

ÉCONOMIES D'EAU, D'ÉNERGIE, DE DÉCHETS

Dix ans après, l'état a lancé une étude pour vérifier
le bon fonctionnement de l'écoquartier. Les résultats
sont appréciables : les maisons individuelles consomment
en moyenne 60 % d'énergie en moins que la
moyenne et les logements collectifs 40 %. Les habi-
tants soulignent le confort obtenu grâce au choix de
l'isolation.

Le lotissement comprend une cuve de récupération
des eaux de pluie de 7000 litres. Résultat : la consom-
mation d'eau potable (16,9 m³ par habitant et par an) est
presque de moitié inférieure à celle du département.
Les eaux de pluie servent aux toilettes, aux lave-linge
et à l'arrosage des jardins.

LES ACTIVITÉS SOCIALES ONT FAVORISÉ LA DÉMARCHÉ ÉCOLOGIQUE

Dès 2003, la mairie a organisé un "forum de l'habi-
tat sain" qui a permis aux premier-es habitant-es de se
rencontrer, d'échanger sur leurs projets, de mutualiser
certains services et de s'entraider pendant les travaux.

Une cour commune pour quatre logements, espace
de jeu pour les enfants, a favorisé les échanges entre
voisin-es.

14 des 15 foyers étudiés sont impliqués dans une
association locale et ils ont contribué à la mise en place
d'un bar associatif et d'un marché bio. La revue "La
Maison écologique" a eu ses locaux dans le lotissement
pendant plusieurs années.

Comment redynamiser les centres bourgs ?

Présenté par Emmanuelle Javdy, Claire Le Parc, Claude Ferrer



31. S'ABONNER à L'ÉMISSION | LE BON CÔTÉ DE L'INFO | VENDREDI 3 MARS À 18H15 | DURÉE ÉMISSION : 25 MIN



Pas simple les commerçants ferment, les services s'éloignent et la population vieillie..... et pourtant il y a des solutions !

► Ouest-France du 11/03/2017 - Quistinic

La commune primée pour son pôle jeunesse

Gisèle Guilbart s'est rendue, hier, à Saint-Malo pour y recevoir un trophée récompensant les initiatives développement durable dans la Région. Le pôle jeunesse biosourcé a séduit le jury.

L'évènement

Un beau jour, Gisèle Guilbart reçoit un appel. Au bout du fil, une représentante de l'association Bruded, réseau de collectivités bretonnes qui s'engage dans des réalisations de développement durable et solidaire. « Je ne devrais pas te le dire, mais j'ai une bonne nouvelle à t'annoncer. » « Ah, tu viens habiter dans la commune ? » lui rétorque le maire. « Non, ta commune va recevoir un prix pour la réalisation du pôle enfance-jeunesse. » L'élue n'en revient pas.

Pourtant, elle est bien repartie, hier, de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) avec le trophée régional du développement durable dans la catégorie acteur public dans les mains. Le titre en question a été remis au nom de la commune. Ce n'est pas un hasard. « Ce pôle enfance-jeunesse, beaucoup de personnes de la commune y ont contribué. Des élus, des enfants, des parents d'élèves, des agents municipaux, des habitants... », énumère Anne-Marie Pernel, première adjointe.

Bâtiment sans chauffage

Si ce bâtiment a été primé, c'est pour sa conception écologique. Il a été construit à partir de matériaux naturels. Les murs ont été bâtis à partir de copeaux de bois ou de terres séchées, le sol est en liège, la clôture en bois de châtaignier provenant directement du bois de Quistinic.

« Nous avons privilégié des essences locales et les circuits courts », ajoute Florence Devernay, architecte du projet, basée à Inzinzac-Lochrist.

Autre faculté de l'équipement : il fonctionne sans chauffage et l'eau chaude s'obtient grâce à des panneaux solaires. « Depuis que nous avons pensé le projet, nous étions convaincus que nous pouvions réaliser un bâtiment biosourcé, rappelle la première adjointe. Beaucoup nous disaient que ce n'était pas réalisable et que ça coûterait trop cher,



Gisèle Guilbart, maire de Quistinic, aux côtés de l'architecte du projet, Florence Devernay, et Anne-Marie Pernel, première adjointe, devant le pôle enfance-jeunesse qui a remporté un trophée du développement durable.

nous avons prouvé le contraire. »

La première étude de faisabilité avait estimé le coût de l'opération à 1,4 million d'euros. « Bien trop cher pour nous », avoue Gisèle Guilbart. Résultat des courses : la facture s'est élevée à environ 800 000 €, « sans faire un seul emprunt », précise le maire.

La commune n'est pas peu fière de son nouvel outil baptisé Trip Pémoc'h Bihan (Trois petits cochons) qui héberge un restaurant scolaire aux deux écoles, un espace garderie et activités périscolaires, un espace jeunes et un relais pour les assistantes maternelles.

Mais elle ne s'attendait pas à être placée sous le feu des projecteurs. « C'est l'assistante de l'architecte, Anna Gonzales, qui a nous inscrit. On n'y croyait pas du tout », explique Gisèle Guilbart.

Le dossier est envoyé en novembre 2016. La bonne nouvelle tombe quelques semaines plus tard.

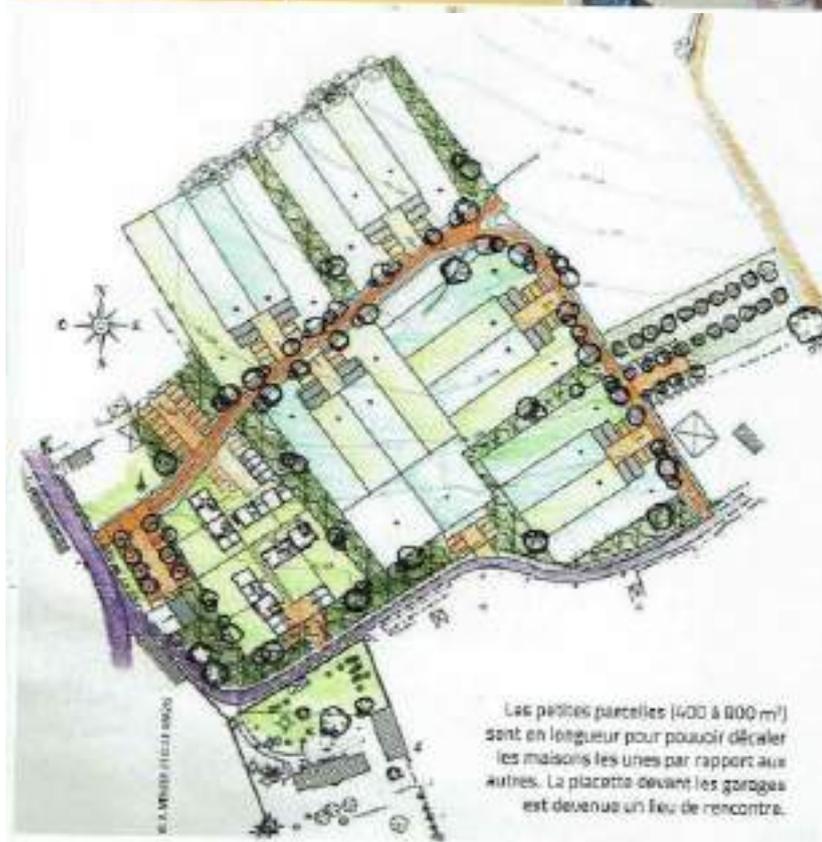
Un peu plus d'un an après son inauguration, le pôle enfance-jeunesse fait l'unanimité auprès des jeunes. Sa fréquentation est telle que

la mairie évoque déjà un possible agrandissement.

Maxime HUTEAU.



Les enfants du pôle-jeunesse ont choisi eux-mêmes les couleurs des peintures et mobilier du pôle jeunesse.



On s'était dit rendez-vous dans dix ans

C'ÉTAIT L'UN DES PREMIERS ÉCOLOTISSEMENTS DE FRANCE.

Construit il y a un peu plus d dix ans¹ dans une commune de 900 âmes à 25 km au nord de Rennes, « Les Courtils » compte 10 logements sociaux et 22 maisons individuelles, dont une partie autoconstruite. La municipalité ne voulait pas qu'il ressemble à « un bricolage classique, où toutes les maisons semblent les mêmes, sans lien avec le patrimoine alentour et où la voirie a pris la place de la végétation. On trouvait ça moche, retracé, convaincu Jean-Christophe Béné, déjà maire à l'époque. Mais on voulait que tout cela reste accessible financièrement et techniquement ». Résultat : un volet paysager soigné, des parcelles vendues à la moitié des prix pratiqués juste à côté et une cuve de récupération d'eau de pluie de 7 m³ fournie avec !

Premier écoquartier de Bretagne

Bazouges-sous-Hédé devient en 2013 le premier écoquartier breton labellisé par l'État. Et l'un des rares projets labellisés en milieu rural en France. « Les seules contraintes constructives étaient de ne pas utiliser de parking en élévation de mur ni de PVC pour les menuiseries. Nous devions aussi installer un chauffe-eau solaire et récupérer l'eau de pluie », se sou-

« Les maisons consomment en moyenne 61 % d'énergie en moins que les autres constructions bretonnes de la même époque.



viennent Hubert et Françoise Chérié, un couple d'habitants autoconstructeurs d'une maison bioclimatique en bois et paille. La liberté architecturale laissée aux propriétaires fait l'un des intérêts du lieu. Formes et matériaux, les constructions sont toutes différentes : bois, brique, paille, fibre de bois, ouate de cellulose, paille compressée, terre crue, béton de chanvre.

Des lecteurs de La Maison Écologique ont visité l'écoquartier avec Julie, sa rédactrice en chef. Les allées et un

« Ce quartier interroge souvent par sa simplicité. On n'a rien fait de révolutionnaire. On a juste opté pour un aménagement pensé et réfléchi : une voirie en sens unique pour limiter sa largeur, bordée de haies arbusives surtalus et de fossés pour gérer les eaux pluviales, des petits chemins piétonniers pour recréer une ambiance rurale, un rappel au bâti local avec la forme de longéna des logements sociaux et les garages en bois imposés pour les maisons », raconte le maire, rôdé aux visiteurs de France et d'ailleurs.

Évaluation sollicitée par le Ministère

Suite à la labellisation, l'État a sollicité la mairie pour une évaluation nationale, à l'instar de 18 autres écoquartiers français. Fin 2016, 39 projets sont labellisés en France. En Bretagne, 31 collectivités sont signataires de la charte Éco-Quartier, « un outil pour guider la démarche des porteurs de projets. La labellisation, c'est l'aboutissement », explique Anticetta Paisant-Beasse, chef du service Climat, énergie, aménagement, logement de la Dreal Bretagne. Bazouges-sous-Hédé a confié la réalisation de cette évaluation à Bruded, réseau de 130 collectivités bretonnes échangeant leurs expériences de développement durable et

parking sont juste en terre-pierre stabilisées, source d'économie réinvestie dans le volet paysager.



CONTACT P. 82

solidaire. « Nous avons analysé les pratiques de la municipalité et des habitants des Courtils selon trois paramètres : énergie, eau et déchets. Les données ont été collectées auprès de 19 foyers volontaires, dit la Camille Menec. Pour aller un peu plus loin que ce qui nous était demandé, nous avons aussi étudié le volet social et économique de l'écoquartier. »

Des résultats impressionnants

Camille Menec a compilé les factures d'eau, d'électricité, de gaz, mais aussi de bois pour comprendre qu'aux Courtils, les maisons consomment en moyenne 61 % d'énergie (chauffage, eau chaude, électricité) de moins que les autres constructions bretonnes de la même époque ! Pour les deux locatifs, c'est 39 % de moins. Orientation bioclimatique des parcelles, liberté architecturale favorisant les grandes surfaces vitrées au sud, capteurs solaires thermiques obligatoires, utilisation d'écomatériaux performants et pratiques des habitants (chauffage bois, électroménager économe) justifient ce succès.

La commune fait aussi très fort : l'édairage public des Courtils consomme 91 % de moins qu'un autre lotissement de même taille ! « On a réduit le nombre de condenseurs, restreint les plages horaires de fonctionnement et installé des ampoules économes », indique Jean-Christophe Béris. « On s'y habitude facilement, il suffit d'une lampe de poche pour sortir les soirs d'hiver. Et ça permet d'apprécier les étoiles ! », s'amuse Marc Demasse, un des habitants.

La commune broie ses déchets verts et les met à composter sur place. Les habitants, eux, ont réduit de 78 % leur poubelle d'ordures ménagères résiduelles par rapport à la référence locale ! « Habiter ici nous fait forcément nous questionner et nous améliorer dans nos pratiques quotidiennes. Dans le vil-

lage, il y a un marché bio hebdomadaire, mais aussi une bo langerie bio, de quoi nous approvisionner facilement, se débarrasser de l'emballage n'est pas un problème », se réjouissent les habitants. Ces excellents résultats sont à mettre en parallèle des coûts de construction tout à fait raisonnables, entre 900-1 600 €/m² SHON, dus notamment aux parts variables d'autoconstruction. La mixité sociale a été ainsi faite naturellement. L'entraide pendant les chantiers et les échanges savoir, de bons plans, les achats groupés ont permis de créer des liens forts entre voisins. Sur les 15 foyers ayant participé à l'évaluation, 14 sont impliqués dans des associations village et deux Courtiliens sont conseillers municipaux. Une belle réussite d'intégration sociale en milieu rural.

1. Lire ou relire notre article consacré à cet écoquartier dans La Maison Écologique n°43.
2. L'ensemble des résultats est disponible sur www.brudded.org/evaluation-nationale-de-eco-quartier-de-bazouges-sous-hede-95.html

Des élus en visite sur la valorisation des haies bocagères

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | lundi 3 avril 2017

415 mots | Mickaël GROGNEUF



Le projet des Mille ruisseaux.

Vendredi, la commune accueillait, sur les domaines du Fresne et du Pont-Liard, les élus de neuf communes, sous l'impulsion du réseau d'échanges d'expérience Bretagne rurale et ruraine pour un développement durable (*Bruded*).

La visite avait pour but la valorisation des haies bocagères en bois d'oeuvre, pour les projets d'aménagements. La municipalité n'a pas été choisie par hasard. « Depuis trente ans, la commune s'est attachée à anticiper l'achat de foncier pour satisfaire les futurs besoins de la commune » précise Mikaël Laurent, chargé de développement *Bruded*. Depuis, la commune travaille sur la gestion de ses haies bocagères, dans le cadre du programme Breizh bocage. C'est ainsi qu'elle replante, aujourd'hui, des haies sur le domaine du Fresne. « La Chambre d'agriculture s'est d'ailleurs servie de ce site comme support de formation aux agents et techniciens communaux ».

Puis, de nombreux arbres arrivaient à maturité, avec un important potentiel de valorisation en bois d'oeuvre, « encore sous-utilisé sur notre territoire et souvent trop destiné à la transformation en bois énergie ».

Des projets déjà lancés

L'opération se met rapidement en place. Deux associations, L'Arbre indispensable et Des hommes et des arbres, ainsi que l'agence d'architecture Folk paysages, rejoignent la commune et la chambre d'agriculture.

Après plusieurs expertises, une portion de haies particulièrement vieillissante fait l'objet d'une première régénération, avec l'abattage de douze chênes, réalisé par un professionnel. Une scierie mobile vient ensuite débiter les arbres en planches et poutres.

Aujourd'hui, une partie du bois est mise à disposition pour le projet paysager Les mille ruisseaux, sur le lotissement du Pont-Liard. Une autre partie devrait servir à la restauration du porche de l'église.

Enfin, le projet mobilise les services techniques communaux, et fait appel au chantier participatif avec les habitants et au chantier de l'école de la Maison familiale rurale de Saint-Grégoire.

Prochaine étape, la replantation, sous maîtrise d'ouvrage du syndicat, du bassin-versant du Meu. « Une attention sera portée aux futures essences plantées, comme le chêne, le cormier, l'alisier, le tilleul ou le poirier, afin de favoriser une valorisation en bois d'oeuvre pour les générations futures », Mikaël Laurent.

Politique de l'habitat : exemples plélanais

BREIZH (Bretagne rurale et ruraine pour un développement durable) compte 140 communes adhérentes. L'association s'ouvre aux intercommunalités, thème développé lors de l'assemblée générale, mercredi à Piélan-le-Grand. La commune adhère depuis 2012, et la Communauté de communes de Brocéliande depuis cette année. Elle est la 2^e à l'avoir fait après Val de Rance-Aubigné. Toutes les Communautés de communes ont été sollicitées par BREIZH, qui donnera néanmoins toujours priorité aux communes puisqu'elles ont moins de techniciens et services d'ingénierie.



Un groupe a visité l'école maternelle publique les Mains vertes avec Eric Ferréras, adjoint délégué aux bâtiments, voirie et espaces verts. L'autre groupe a été guidé par le maire, Murielle Douët-Boutin, sur les lotissements du quartier de la Bouillotte et le hameau route du Thélin.

DE MULTIPLES THÉMATIQUES TRAITÉES

Promouvoir un aménagement local dans l'esprit du développement durable est l'objectif de BREIZH, à travers des documents (fiches et site internet), un accompagnement individuel par des chargés de mission s'appuyant sur la diversité des expériences déjà menées, des rencontres pour travailler en petits groupes, et des visites sur le terrain. Les thématiques sont multiples : agriculture, emploi local, éco-construction, économie circulaire, habitat, culture, mobilité, enfance, énergie.

Après un échange sur le thème "transition écologique et énergétique : quelles synergies entre communes et intercommunalité?", et l'assemblée générale statutaire, les participants ont pu découvrir deux projets plélanais : l'éco-rénovation de l'école publique les Mains vertes avec la mise en place d'une chaudière bois (en 2012), et le renouvellement ur-

ban. Murielle Douët-Boutin a exposé les démarches, avant de guider un groupe vers deux programmes immobiliers.

Sur ce volet, le maire a précisé en préambule que « la densification de l'habitat dans le bourg a été renforcée avec le Plan local d'urbanisme (PLU), dans lequel des espaces constructibles ont été supprimés pour préserver l'activité agricole. Densifier l'enveloppe urbaine est plus long, mais c'est un risque que j'assume ». Derrière la mairie, entre le vélodrome et la quatre voies, dans le quartier de la Bouillotte, deux lotissements ont été lancés, l'un par le promoteur Lamotte, en voie d'achèvement, l'autre par Espace Habitat en cours de commercialisation.

Ces opérations sont entièrement privées, mais « les négociations ont été intenses pour mettre en place un cahier des charges précis, un règlement et un aménagement durable, avec des préconisations sur l'orientation des maisons, la gestion des eaux pluviales (en aérien compte tenu de la nature du

sol) ». Le lotissement Allées de Plou Lann (Lamotte) compte 20 lots de terrains à bâtir de 280 à 350 m², et 12 logements sociaux.

ACQUÉREURS : PLUSIEURS PROFILS

Toutes les maisons sont orientées Nord-Sud. Le prix de vente des terrains avoisine les 100€/m². Les acquéreurs sont « des familles, des personnes seules, et des investisseurs pour la location ». Le lotissement Les Jardins (Espace) comportera 50 lots dont 29 terrains à bâtir et une vingtaine de logements sociaux. Sur les deux projets, il y aura « 25 logements par hectare ». La haie existante sur la parcelle sera conservée. Et « des jardins familiaux sont prévus sur la bande de 30 m entre les lotissements et la quatre voies ».

Les visiteurs se sont ensuite rendus sur la route du Thélin, pour découvrir le Hameau du Fief aménagé sur le terrain de 8000 m² de l'ancien Super U, dont « la forme urbaine tranche avec l'habitat de la commune ».

Lorsque Murielle Douët-Boutin était adjointe à l'urbanisme en 2008, « le propriétaire du Super U voulait créer 5/6 lots avec un aménageur sur cet espace dont il a assuré la déconstruction et la dépollution ».

HAMEAU DU FIEF

Une discussion s'est engagée et « la concertation a abouti à un projet de 26 maisons T4 ossature bois, avec petit poêle à granulés et chauffe-eau solaire ». Le propriétaire s'est transformé en aménageur et promoteur. Au centre du Hameau, les maisons construites par le propriétaire « sont en location ». De chaque côté, les habitations ont été commercialisées en Vente en état de futur achèvement (VEFA), comme les appartements en ville.

La pratique d'acheter sur plan est en milieu rural inhabi-

tuelle et « trois lots ne sont aujourd'hui pas construits ». Toutes les maisons sont orientées Nord-Sud, avec un cellier au Sud du jardin, et des garages partagés. Les logements sont accessibles par des roelles. Les boîtes aux lettres et les compteurs sont encastres dans les murs, par souci d'esthétique.

Les exemples de projets de renouvellement urbain ont suscité des questions. De retour à la salle des fêtes, la co-présidente de BREIZH Sarah Müller (avec Véronique Pereira), de Concoret, a incité les élus à « sortir de vos communes pour découvrir les projets et expériences menés sur le réseau ». Le prochain cycle de visites et rencontres, du 21 juin au 3 juillet, concernera les approvisionnement en bio et locaux dans la restauration scolaire.

Catherine Bévy

L'avenir des centres bourgs au coeur des débats

Photo © 2017/05/17 17:30

Ouest



Une réunion publique

Une réunion s'est tenue, jeudi 18 mai, à la salle polyvalente de la commune, pour aborder le devenir des centres bourgs. Compte-rendu.

La restitution finale de l'enquête effectuée depuis plusieurs mois sur l'avenir des centres bourg, conduite par le conseil de développement du pays de Brocéliande, a eu lieu jeudi 18 mai, à la salle polyvalente de la commune.

Les habitants attachés à leurs centres bourgs

Le début de la restitution a été consacré à la présentation de la synthèse des travaux effectuée dans sept communes : Gaël, Médreac, Paimpont, Plélan-le-Grand, Pleumeuleuc, Saint-Maugan et Talensac. Mais aussi de trois établissements scolaires (MFR et collège Notre-Dame de Saint-Méen, et le lycée René-Cassin de Montfort-sur-Meu) et des espaces jeunes d'Ifendic, de Plélan, de Saint-Méen, Montauban et de Talensac.

Il ressort de cette enquête que les habitants sont attachés à leurs bourgs, subissant de plein fouet les mutations dues à l'attraction croissantes des métropoles, de la mobilité sociale et de l'effet des nouveaux moyens de communication et des nouveaux modes de consommation.

Les enjeux principaux de l'avenir des centres bourgs passent par le devenir des commerces et des services de proximité, et donc de la vie sociale qui en résulte.

Il est établi que leur survie est conditionnée par l'implication matérielle des habitants dans la vie de leur cité.

Bruno Serval de l'association Brudeil (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) a ensuite témoigné de nombreuses réalisations conduites dans des communes de l'Ouest, ayant pour objet de redynamiser des bourgs ruraux. À La Vraie-Croix (Morbihan), qui, grâce à un fleussissement participatif, accroît sa notoriété ; à Guipel, avec la rénovation de l'habitat, visant à redonner du caractère à la cité, et à Saint-Ganton, avec la création d'une école des citoyens.

« Retrouver des ambiances de villages »

Jean Olivro, de Bretagne prospective, chercheur enseignant, a poursuivi la conférence en « encourageant à agir, à faire des choses ensemble et à bien réfléchir à l'identité des territoires ayant beaucoup de caractère ».

Et d'ajouter : « Nous sommes à la fin de l'urbanisme commercial. On essaie de retrouver des ambiances de villages, y compris dans les villes ».

Il a aussi rappelé que « le pays de Brocéliande demeure un territoire dynamique, à forte identité et à forte croissance, plein de ressources ».

Avant de conclure, en soulignant que « la nécessité d'être attentif aux évolutions divergentes qui pourraient remettre en cause l'homogénéité du territoire et occasionner des disparités croissantes ».

Revitaliser les centres bourgs



Une centaine de personnes étaient présentes à Boisgervilly à l'invitation du conseil de développement du pays de Brocéliande.

Judi 18 mai, une centaine de personnes ont assisté à la restitution d'une enquête menée par le conseil de développement du pays de Brocéliande sur le thème de la situation des bourgs. Sept communes ont été concernées par cette enquête : Gaël, Médréac, Feimpoint, Plélan le Grand, Pleumelou, St Maugan et Talensac. Trois cent cinq questionnaires ont été recueillis et analysés, deux cent cinquante jeunes d'établissements interrogés : Lycée René Cassin à Montfort, MFR et collège Notre Dame de St Méen, ADSCRIP (centre social et espace jeunes) de Plélan, espace jeunes de Talensac, ALSH d'Ifendic (accueil de loisirs), service animation jeunesse de la communauté de communes St Meen/Montauban, ainsi que huit membres du conseil régional des jeunes.

Les commerces, piliers des centres bourgs

Il est intéressant de constater en analysant les réponses que l'église n'est plus le point de référence du centre du bourg : les habitants se réfèrent désormais aux « commerces » points centraux du centre de bourg. Il ressort également le souhait d'une unité territoriale forte autour de Brocéliande, une entité à développer. Les souhaits des habitants : plus de commerces, des marchés, de l'animation et du dynamisme, des équipements de loisirs, maintien des services publics, de la proximité et de la convivialité : c'est le souhait pour « du bien vivre ».

Partager des expériences

Bruno Servel du réseau Bruded (réseau de collectivités Bretonnes

qui s'engage dans des réalisations concrètes de développement durable et solidaires) a présenté des exemples concrets de « revitalisation » de centres bourgs. **A Guipel**, par exemple, 1 538 habitants, on ne crée plus de nouveaux lotissements, consommateurs de foncier, on se focalise sur la réhabilitation et de la densification du centre bourg avec une politique intercommunale solidaire. **A Quistinic (56)**, 1 311 habitants, on mène une politique d'aménagement des places et entrées du centre bourg. Il a aussi été créé un pôle enfance et jeunesse en éco matériaux, et les logements sont rénovés via des chantiers participatifs. **A Trévenneuc (22)** 764 habitants, le feuillet de route est la démolition et reconstruction d'un commerce unique multi activités, réalisation d'une cantine, d'une bibliothèque, d'un espace de vie pour les animations et rencontres, création de trois logements communaux. **A St Ganton (35)** 418 habitants, on a opté pour la création d'une école publique en éco construction avec cantine, garderie, transports scolaires. **A Trémargat (22)** 200 habitants, on a procédé à la mise en place d'un café communal et épicerie participative, tout en aménageant le bourg avec la participation de la population (coût : 12 000 € au lieu de 120 000 €). **A Monteneuf (56)** 780 habitants : le café a été racheté par la commune et il est géré par les habitants. La commune a acheté les matériaux et les habitants ont réalisé les travaux. Enfin à **La Vraie Croix (56)** 1 450 habitants, la commune qui s'est

prise en mains il y a 40 ans, assure son développement touristique par le fleurissement réalisé par les habitants et devient ainsi village fleuri de France.

Oui aux centres bourgs !

L'intervention de Jean Ollivro géographe, professeur universitaire à Rennes II et sciences Po, président de Bretagne prospective a ponctué cette soirée par une intervention passionnante sur le thème « Peut-on encore rêver sur l'avenir des centres bourgs ? ». Sa première constatation est sans ambiguïté : Oui les viles, petites villes sont l'avenir du territoire à condition de s'en donner les moyens « Les territoires qui ne font rien sont appelés à mourir, il faut faire des choses ensemble, mutualiser les moyens et les expériences ! » Il cite l'exemple de la vallée des Saints à Carnoët dans les Côtes d'Armor : en 2008 sur une idée, au départ farfelue, née sans moyens « Une île de Pâques est née au cœur de la Bretagne ! ». On a en effet érigé des statues en granit de 4 à 5 mètres de haut, (déjà quatre vingt) et le chantier se poursuit. Le résultat : 200 000 visiteurs par an, un booster économique : « Carnoët loin de tout ? Non... au milieu de tout ! ». Jean Ollivro cite également Bêcherel avec sa cité du livre, il faut savoir rechercher et mettre en valeur ses atouts, chaque territoire a ses chances. A la question posée à ses élèves universitaires « OÙ souhaitez-vous vivre dans quinze ans ? 90% répondent hors métropoles (trop cher, pollution, stress...), il y a une logique

qualitative à un retour dans les petites villes. « On a la chance en Bretagne de posséder un bâti diversifié : bourgs, villages, petites villes de caractère ».

Quatre pistes proposées

Fertiliser les mobilités : Il s'agit de valoriser des aires de covoiturage, gares, sentiers de randonnées, pédibus, auto stop voulu, l'écologie.

Déterritorialiser le territoire : par la nature, les énergies renouvelables locales, recréer des bourgs productifs, mettre en valeur le sport, la mobilité douce, utiliser des baux temporaires pour le commerce et l'artisanat, mettre en place des maisons de services (publics et privés), produire de l'événementiel : foires, marchés, bourses diverses, traderie, SEL...

Redécouvrir l'itinérance : elle est favorisée par le vieillissement de la population qui souhaite vivre à son domicile le plus tard possible « des services qui se déplacent vers la population » : food truck, épicerie, poissonnier, coiffeur, pizza...

L'organisation du numérique : savoir profiter de l'existant ; une météo produite localement sera plus fiable qu'une météo nationale ; valoriser les entreprises : sait on que localement nous avons des entreprises qui gèrent et dépassent des ordinateurs qui sont à l'autre bout du monde « Faire parler de soi, savoir se mettre en valeur et oser ensemble »

UTILE : conseil de développement, Syndicat mixte du Pays de Brocéliande. Tel. 02 99 06 32 45 - www.pays-broceliande.com

Bruded. En visite sur le chantier de l'école

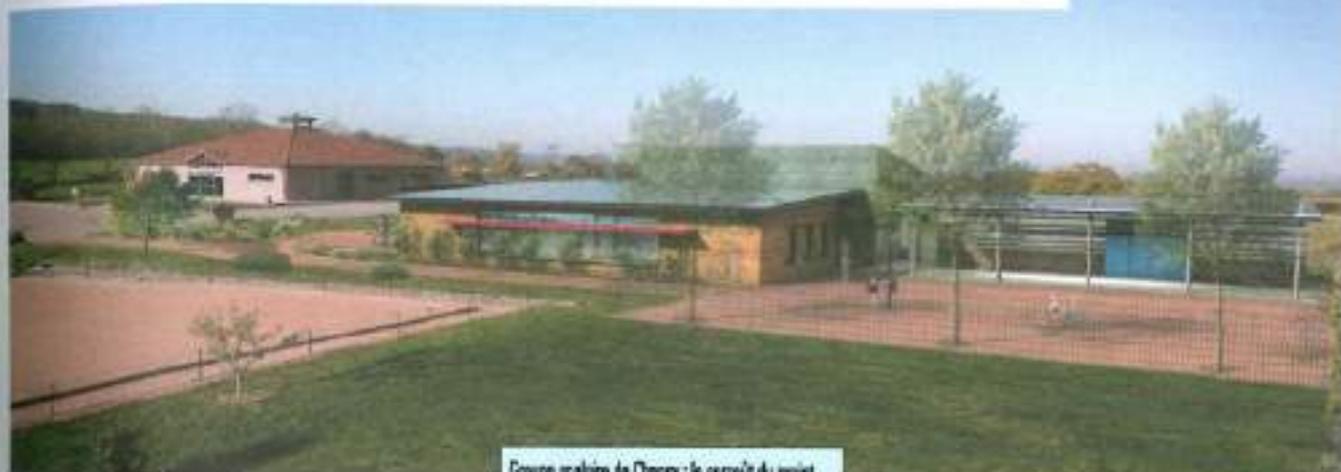
Une vingtaine d'élus, membres de Bruded, réseau d'échanges d'expériences de communes bretonnes engagées dans des démarches de développement durable, ont fait une visite du chantier de l'école élémentaire, mardi.

L'occasion pour eux de découvrir la future école, dont le bâtiment sera entièrement passif. Les énormes tuyaux qui feront fonctionner la VMC double flux, et qui resteront apparents, comme tous les autres éléments techniques, donnent à l'ensemble un côté Beaubourg. Le chantier va se poursuivre tout l'été.



UN ARCHITECTE POUR MAÎTRISER LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Les architectes doivent veiller à la performance énergétique d'un bâtiment. Réduire les écarts entre prévisions et réalités s'avère crucial. Mais tous ne sont pas toujours à la hauteur.



Groupe scolaire de Changy : le succès du projet au BEC Énergie 2013 est de 10 % par rapport à la réglementation thermique 2012.

« L'architecte n'est efficace que si la maîtrise d'ouvrage a un cahier des charges clair », assène Mikaël Laurent,

qui engendrent des surconsommations

qu'on positionne au nord, de matériel trop compliqué à régler, etc. » Les architectes ne viennent qu'une fois par semaine pour

coordonnateur du réseau de collectivités Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable (BRUDED). Michel Janssens, chargé de mission énergie à la communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné (Ille-et-Vilaine, 19 communes, 34 373 habitants), ne dit pas autre chose : « Beaucoup d'architectes répondent à la commande sans être une force de proposition. »

Contraintes techniques avant esquisse

En phase conception, l'architecte doit dégager les besoins bioclimatiques du bâti : orientation, volumétrie, taille des menuiseries, inertie... Cela exige du temps et un compromis entre esthétique et aspect thermique (compacité). « Pour le bâtiment de la communauté, nous avons imposé moins de 50 kWh/m²/an, une orientation en pente et au sud, explique Michel Janssens. On a demandé aux bureaux d'étude de recenser les contraintes techniques en fonction des déplacements, de l'énergie, de l'implantation du bâtiment et des réseaux, qui ont été reprises par l'architecte dans son esquisse, et non l'inverse. » Aussi, certaines modes ne sont pas anodines comme celle des voiles métalliques sculptées devant les fenêtres

d'éclairage intérieur. Côté chauffage, « sur des bâtiments à peu d'inertie, en ossature bois, exposés plein sud et bien vitrés, les planchers chauffants ne sont pas assez réactifs face aux effets de surchauffe », note Mikaël Laurent.

Pour compenser certains surcoûts thermiques (enveloppe, écomatériaux, triple vitrage, VMC double flux), on peut faire d'autres économies. « Par exemple mutualiser tous les usages non strictement scolaires (parkings, périscolaire...) », explique Bernard Rivolier, architecte du nouveau groupe scolaire de Changy (Loire, 618 habitants). En phase travaux, certaines technologies ne sont maîtrisées ni par l'architecte ni par l'installateur. Ainsi, « dans un bâtiment de performance quasi-passive avec ventilation double flux, les élus se sont aperçus qu'en présence d'occupants, le chauffage était réglé à 18°. C'était bien, explique Mikaël Laurent, mais, en l'absence d'occupants, la température minimale souhaitée de 15° entraînait un réglage de la double-flux avec refroidissement du bâtiment, d'où des consommations électriques importantes ! » Cela peut aussi être des problèmes de programmation, de sondes

la réunion de chantier ou en cas de problème. Il peut se passer beaucoup de choses entre-temps », note Michel Janssens. On peut contourner le problème en privilégiant des architectes « Concepteurs certifiés maison passive ».

Bienvenue aux éco-biothermiciciens

Un élu sensibilisé et compétent ou un éco-biothermicicien assureront donc utilement un suivi quotidien des travaux. Ainsi, « un élu, qui passait le vendredi soir dans un bâtiment où rien n'avait encore été isolé, s'étonne que tout ait déjà été plaqué le lundi. Le poseur d'isolant étant absent, le plaquiste ne l'avait pas attendu... », illustre Mikaël Laurent. Le test d'étanchéité à l'air est alors inopérant. Un chargé de mission peut aussi être recruté à une échelle mutualisée, parfois comme conseiller en énergie partagée, qui vérifie la conformité aux devis du matériel posé et peut utiliser une caméra thermique pour contrôler l'humidité. On peut éviter ainsi de devoir avoir recours à un médiateur ou même à la justice, ce qui occasionne du retard, des pertes de subventions et la gestion de pénalités.

Frédéric Ville

Le collectif Bruded lance son cycle 2017, « du champ à l'assiette »

Créé le : 15/06/2017



Cantines bio, lutte contre le gaspillage alimentaire, installations d'agriculteurs... Le cycle 2017 de visites-rencontres d'élus locaux « du champ à l'assiette », organisé par le réseau de collectivités engagées dans le développement durable, BRUDED, sera lancé vendredi 16 juin, à Roscoff (29). A cette occasion, nous republions l'interview vidéo de Sarah Muller, co-présidente de BRUDED, captée au Carrefour des transitions, la première COP Bretonne.

► Ouest-France du 16/06/2017 – Plélan-le-Grand

Plélan-le-Grand

Développement durable : élaboration d'un programme

Après avoir finalisé un diagnostic de territoire afin d'évaluer l'importance donnée au développement durable, la communauté de communes de Brocéliande passe à l'étape suivante. Lors de la présentation en réunion publique du 18 mai, environ soixante participants (acteurs, partenaires, professionnels et habitants du territoire) étaient présents et le travail en atelier a été riche en propositions.

Les groupes ont mis en commun des idées qui sont devenues Les défis pour le territoire, en termes de développement durable. La soirée coanimée par la communauté de communes, l'association Bruded et

le CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) de Brocéliande, a été une réussite, grâce à la contribution des participants.

Maintenant, la démarche se poursuit avec l'élaboration du programme d'actions et une deuxième réunion publique et de travail collaboratif est programmée.

Vendredi 16 juin, de 18 h à 22 h, avec pause dînatoire, salle multifonctions La Gonelle, à Saint-Péran. Pour l'organisation de la soirée, gestion des ateliers et repas, inscription par mail : cecile.piel@cc-broceliande.bzh ou par téléphone 02 99 06 84 45.

Développement durable. Cantine exemplaire

Publié le 17 juin 2017



Les membres du réseau Bruded ont visité la cantine scolaire.

L'association Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable), réseau d'échanges d'expériences auquel adhèrent 140 communes, dont 39 dans le Finistère, et deux intercommunalités, a présenté, hier, à l'espace Mathurin-Méheut, son cycle de huit rencontres et visites. Intitulé « Du champ à l'assiette », il aura lieu du 21 juin au 5 juillet, auprès des élus, techniciens et partenaires, dans cinq départements.

Des rencontres écologiques

Ces rencontres et visites sont destinées aux élus qui cherchent des idées pour favoriser l'installation d'agriculteurs bio et durables sur le territoire et pour développer les approvisionnements bio et locaux à la cantine. La rencontre s'est naturellement poursuivie par une visite de la cantine scolaire, en régie communale depuis 2010, où le cuisinier, Olivier Péron, privilégie les produits frais, de saison, locaux et bio, pour préparer les 155 repas quotidiens.

► Ouest-France du 23/06/2017 – Roscoff

La cantine municipale est devenue un exemple !

La commune privilégie les produits de saison des producteurs locaux et bio. Un engagement et une réussite inspirés par un réseau d'élus de collectivités bretonnes, Bruded.

« Développer les approvisionnements bio et locaux à la cantine, favoriser l'installation d'agriculteurs bio et durables sur le territoire... » C'est l'objectif de Bruded, un réseau de collectivités bretonnes qui s'engage dans des réalisations concrètes de développement durable et solidaire.

Pour sensibiliser les élus et dégager des pistes concrètes, dix-sept élus, eux-mêmes élus, animent un cycle régional de huit visites et rencontres, du 21 juin au 7 juillet. Mercredi 27 juin, ils passeront par Roscoff.

Partages d'expériences

« Ces échanges permettent de montrer aux autres élus locaux qu'ailleurs, des dizaines d'initiatives voient le jour, et que localement et maintenant, c'est aussi possible », explique Monique Herrou, élue d'une commune proche de Brest et administratrice de Bruded. En tant qu'élus, on apprécie le fait de parler de personne à personne.



Poste visité à la cantine avant d'accueillir, mardi prochain, le réseau d'élus bretons Bruded.

Bruded permet cette proximité et ce circuit court des échanges et des partages d'expériences.

Une démarche à laquelle adhère Joseph Seïti, le maire. « Penser ses propres projets en s'appuyant sur

ceux des autres, quelle que soit la taille de sa collectivité, est toujours enrichissant », observe-t-il.

Après avoir constaté une baisse de qualité des repas offerts à la cantine, la ville a choisi de revenir en régie

communale. Depuis il y a sept ans, embauchant au passage un cuisinier Olivier Péron, « je privilégie les produits frais, de saison, locaux et bio pour préparer les 155 repas quotidiens. Nous en sommes à environ 30 % de produits bio ou locaux qui passent par la légumes », indique celui-ci.

Le sujet sera abordé lors de la visite de Bruded, mardi prochain. Le réseau, auquel la commune a adhéré en 2010, avait alors proposé de précieux apports techniques. « Avec notre système, nous pourrions servir des repas à des coûts moyens (7 à 9 €) en faisant sur 1,50 € le coût moyen d'achat de produits bio. »

Pour cela, les décisions sont prises de façon collégiale, entre les élus et le cuisinier. L'approvisionnement se fait sur la base de marchés publics ; 5 % des commandes peuvent être achetées librement. La commune prend le pain, les oignons et des légumes chez un producteur local qui produit aussi courgettes, tomates et aubergines à la demande.

La revitalisation du bourg est en cours

Valérie Poilane, maire, a présenté, vendredi soir, aux élus le dossier finalisé pour la revitalisation du bourg : un gros dossier avec une forte concurrence d'autres villes du territoire, telles que Merdrignac et l'ensemble des bourgs de la communauté de communes du Mené, car il y a 500 000 € de subventions à la clef, qui seront échelonnées sur quatre ans.

Des expériences pilotes

« Le dossier doit être porté à la Région avant le 3 juillet. Une vingtaine de bourgs seront retenus dans toute la Bretagne. L'objectif de cet appel à soutien de projets est d'avoir des expériences pilotes qui vont essayer. Cette stratégie de revitalisation de centre-bourg s'appuie sur la connaissance de notre territoire et ses perspectives, ainsi qu'une prospection avec les acteurs du Centre-Bretagne. »

La maire a ensuite dressé un inventaire des faiblesses et des atouts du territoire : « Nous avons un taux de chômage bas, mais des emplois peu qualifiés. Nous avons une fragilité : nos actifs s'évadent dans les villes, mais on est proche de la RN164 et nous vivons dans un cadre naturel de qualité. Il n'y a pas de zone d'activités dans la commune, mais nous avons une trentaine d'agriculteurs avec une activité bien présente. »

L'implantation des maisons a été abordée : « Le bourg s'étire avec des logements inoccupés. La vacance des maisons a explosé : nous sommes passés de 36 maisons en 1999 à 61 maisons en 2010. On a un parc important de logements inoccupés mais il y a une dynamique collective importante, avec un tissu associatif actif : Laur'art et ses 300 adhérents, la promotion de la langue galloise, un véritable projet jeunesse, l'impulsion d'animations, et nous sommes tournés vers le développement durable et l'adhésion au réseau Bruded, en 2016. La municipalité a élaboré un projet réaliste et complémentaire tourné vers la rue partagée et sécurisée. »

Les actions de fond ont été présentées, ainsi que les actions immédiates, avec les ateliers participatifs : « Les commissions seraient composées d'élus, de partenaires et des personnes issues de la population. Ce projet concerne l'habitat, l'équipement et le commerce. »

Les élus, après avoir obtenu des précisions sur certains points, ont validé à l'unanimité le document présenté et le projet.

► Ouest-France du 23/06/2017 – Saint-Aubin-du-Cormier

La commune s'engage pour l'environnement

Mardi, Jérôme Begasse, maire de Saint-Aubin-du-Cormier, a réuni le conseil municipal.

Bilan de la fusion entre les centres de secours

En introduction, il avait corvité le commandant François Ficot, chef de groupement Est du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine (sdis 35), afin qu'il présente le bilan après une année de fonctionnement de la fusion des centres de secours de Saint-Aubin et Mézières-sur-Couesnon.

Les points positifs sont nombreux, notamment une diminution du délai moyen d'intervention (environ 14 minutes), des départs assurés avec des effectifs conformes et un meilleur taux de participation à la manœuvre mensuelle (entraînement des sapeurs pompiers). Pour un pompier, ce temps de recyclage représente environ 40 à 48 heures par an.

Un engagement confirmé pour l'environnement

Après la démission, pour des raisons personnelles, de Michelle Berdayès de son mandat d'élue communautaire, c'est Laetitia Cour qui a été nommée à ce poste.

Cette dernière, qui est adjointe au cadre de vie, à l'environnement et à la vie des quartiers, a également été désignée représentant titulaire au sein de l'association Bruded. Elle sera suppléée dans cette mission par Yves Le Roux.

Lors du conseil municipal, il a été décidé d'adhérer à cette association pour la somme de 0,25 € par habitant, soit 952,75 € par an. Bruded est cette association dont le but est de promouvoir l'aménagement du territoire dans l'esprit du développement durable en Bretagne et en Loire-Atlantique. L'association était venue visiter le cimetière zéro phytos de Saint-Aubin, fin novembre, la commune ayant décidé d'abandonner l'utilisation des pesticides depuis plusieurs années.

Renforcer l'attractivité de la commune

Le conseil municipal a aussi adopté l'adhésion au comité régional du tourisme en Bretagne, ceci afin de recenser sur un site internet spécialisé toutes les informations concernant le camping et ses environs, dans la continuité de l'obtention de la première étoile du camping municipal.

Une cuisine scolaire bio et locale sans gaspillage



La dernière des huit rencontres Bruded sur la cuisine à l'école s'est déroulée mercredi en mairie.

L'association Bruded a proposé un cycle de huit rencontres sur toute la Bretagne sur le thème : Du champ à l'assiette, les élus se mobilisent.

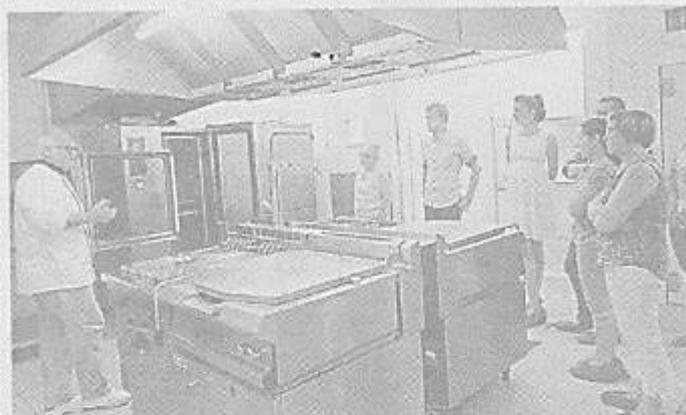
La dernière rencontre s'est déroulée mercredi à la mairie du Cloître-Saint-Thégonnec où une quinzaine de personnes, élus locaux, chargé de mission à Morlaix Communauté, responsables associatifs, se sont retrouvés autour d'une table avant de visiter la cuisine et le restaurant de l'école. Véronique Pereira, le maire, a expliqué le choix de la commune en 2016, « de sous-traiter le poste de cuisinière pour assurer la préparation de soixante repas. Nous voulions que les enfants et les adultes savourent le moment du repas ».

La cuisine bio et locale lutte ainsi contre le gaspillage. Les retours sont positifs. La cuisinière, Cécile Jégaden, assure les commandes locales et bio autour de 50 à 60 %. « Auparavant la cantine fonctionnait déjà en régie mais n'était pas forcément

approvisionnée en produits locaux et bio. » Les légumes viennent de Pleyber-Christ, le pain de la boulangerie de la commune, le poisson de Plougasnou, les œufs de Taulé.

Lors de la rencontre, la cantine en libre-service éco-responsable de l'école Jules-Ferry de Pleyber-Christ a été détaillée par Géraldine Gouhen, conseillère municipale à Pleyber. D'autres représentants de communes du Finistère étaient présents, envisageant ce type de cantine dans leurs communes respectives.

Le bio a toute sa place au sein des restaurants scolaires



Joël Josse, cuisinier à l'école Félix-Leclerc, a présenté le matériel dont il dispose pour l'élaboration des plats.

Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) a organisé un cycle régional « du champ à l'assiette » du 21 juin au 5 juillet dont Bouvron était l'avant-dernière étape. Une trentaine d'élus et personnels concernés du Morbihan, Ille-et-Vilaine et Loire-Atlantique ont pu échanger sur la cuisine bio dans les cantines scolaires pour une adaptation dans leurs communes. Fer de lance en la matière, Joël Josse, cuisinier de l'école Félix-Leclerc, a présenté l'élaboration des me-

nus à partir de produits locaux répondant à un cahier des charges. Ce dernier a été mis en place par l'association-gérante constituée d'élus et parents d'élèves, évitant le recours à une régie. L'investissement de la commune porte notamment sur l'équipement (éplucheuse, malaxeur, ...) afin de réduire les déchets et de réaliser sur place la totalité des plats de l'entrée au dessert. Les producteurs bio locaux et le GAB44 apportent leur savoir-faire pour maintenir des prix raisonnables.

Le Cloître-Saint-Thégonnec

Cantines scolaires. Partage d'expériences

La commune a décidé, en 2016, de sous-traiter le poste de cuisinière, pour assurer la préparation de 60 repas pour la cantine scolaire. La cuisinière effectue des commandes locales et bio, à hauteur de 50 à 60 %. Les retours positifs ne se sont pas fait attendre.

Mercredi, 12 personnes représentant huit communes, dont six sont adhérentes au réseau des collectivités engagées en faveur du développement durable, Bruded, sont venues partager leurs expériences et « en prendre de la graine », pour leurs propres projets.

Lutte contre le gaspillage

Véronique Perela, maire, et Cécile Jégaden, cuisinière, ont exposé la naissance du projet et son fonctionnement actuel. La sous-traitance a été confiée à la société Armonys, qui gère les commandes, élabore les menus, avec parfois des journées thématiques. Les rationnaires ont des consignes pour se servir, grâce à deux services, les grands aident les petits, afin de leur per-



Les élus de huit communes ont partagé leurs expériences en matière de restauration scolaire.

mettre de goûter à tout et ainsi d'éviter le gaspillage.

Conseillère municipale à Pleyber-Christ, Géraldine Goulhen a expliqué comment la commune a travaillé sur la réduction du gaspillage alimentaire, à la cantine de l'école publique, avec la création d'un self. En parallèle, avait été mis en place un « zéro gaspi » et les résultats ont été édifiants. Au bout de neuf

mois d'expérience, le gaspillage a été réduit de 30 %.

En guise de conclusion, Nicolas Ulrich, chargé de mission à Mortaix communauté, a expliqué comment la collectivité a travaillé avec les communes pour les aider à faire le diagnostic de départ et proposer des outils pour améliorer la situation. La rencontre s'est conclue par une visite du restaurant scolaire.

Circuits courts. La cantine scolaire s'y met



De droite à gauche : Mickael Kernéis, maire ; Fanny Leipp, cuisinière ; Richard Ferrand, député ; Albertine Le Borgne (qui a été cantinière pendant 29 ans avant l'arrivée du service en livraison) et Laëtitia Doliou, suppléante du député.

Le nouveau fonctionnement du restaurant scolaire a été inauguré, lundi, en présence des élus, parents et associations. Jusqu'en 2006, la cuisine était tenue par Albertine Le Borgne, puis les repas ont été fournis par un prestataire de service.

En s'appuyant sur l'expérience d'autres collectivités, avec l'aide des associations Bruded, Agores, Maison du Bio de Daoulas, Agrilocal... un comité de pilotage a été créé.

Désormais, les repas seront préparés par une cantinière, avec des produits issus de l'agriculture durable

et surtout en circuits courts ! Le service se fera directement dans l'assiette, les enfants (maternelle et primaire) mangeront ensemble et l'inscription à la cantine se fera plus tôt.

Des élèves « producteurs »

L'objectif est de permettre à l'enfant de « savoir ce qu'il mange, d'où viennent les aliments et comment ils sont produits, échanger avec les producteurs de la commune, et lutter contre le gaspillage en diminuant les déchets », a déclaré le maire, Mickael Kernéis.

Le député, Richard Ferrand, a salué

« cette initiative de développement durable par l'exemple plutôt que par de grands discours, pour l'écologie de notre planète ».

Des visites aux producteurs locaux qui fourniront la cantine sont prévues. Et un jardin, à l'entrée de la cantine, géré par les enfants propose des aromates, des fraises, des pommes, des potirons et des « fleurs qui se mangent ».

Une nouvelle manière de fonctionner, en liant les besoins des enfants à l'éducation au goût, à l'environnement économique et à leur territoire.

La fête de la gastronomie passe par Prety skol



En juin, la cantine Prety Skol a été citée en exemple par Bruded. Cette fois, la fête de la gastronomie s'y invite.

Roscoff fête la gastronomie du jeudi 21 au samedi 23 septembre. Le thème de cette 7^e édition est Au cœur du produit. Des rencontres seront l'occasion de découvrir des métiers et des produits, d'initier le grand public à la gastronomie et à ses enjeux.

Pour sa première participation, la commune a mis en valeur la cantine scolaire où les produits de saison des producteurs locaux et bio sont privilégiés. Un engagement salué par Bruded, un réseau d'élus de collectivités bretonnes.

L'oignon AOP en vedette

La ville a embauché, il y a sept ans, un cuisinier, Olivier Péron. Ce dernier confiait (*Ouest-France* du 23 juin) « Je privilégie les produits frais, de saison, locaux et bio pour préparer les 155 repas quotidiens. Nous en

sommes à environ 30 % de produits bio ou locaux qui passent par la légalité. »

La commune a choisi de mettre en valeur le produit emblématique de la ville : l'oignon AOP de Roscoff.

Jeudi 21, Prety Skol proposera un menu spécial, avec trois plats raffinés : cassolette de lieu jaune, rôti de veau en croûte de cerfeuil et sa poêlée de légume bio et glace, banane au caramel et chantilly. En parallèle, le service enfance jeunesse proposera une animation autour de l'art de la table. Une porte ouverte aura lieu le vendredi 22, à partir de 16 h 30.

Vendredi 22 et samedi 23 septembre, la Maison des Johnnies et de l'oignon de Roscoff proposera une visite à 15 h, avec un jeu des 5 sens, et une séance dégustation de l'oignon cru/cuit.

Fête de la science

Perturbateurs endocriniens : conférence jeudi

À l'occasion de la fête de la science, Sans Transition I Bretagne, Harmonie Mutuelle et l'Université de Bretagne Sud (UBS), invitent François Veillerette, directeur et porte-parole de Générations Futures. Il animera une conférence sur le thème « Perturbateurs endocriniens : quels risques pour la santé ? », jeudi 12 octobre à 18 h.

Deux tables rondes

La conférence sera suivie par deux tables rondes participatives : « Quel est l'impact des perturbateurs endocriniens ? », à 19 h 15, et « Demain, quelles alternatives ? », à 20 h. Différents intervenants sont attendus : Véronique Le Tilly, docteur en



biologie et maître de conférences des universités à l'UBS, Louis-jean Calloc'h, médecin, Joël Labbé, sénateur du Morbihan, Valérie Poilâne-Tabart, maire de la commune de Launay (56) et Patrice Le Penhuzic, maire de la commune de Lauzach (56), tous deux membres du réseau Bruded (Bretagne Rurale

et Rurbaine pour un Développement Durable), ainsi que d'autres acteurs locaux.

▼ Pratique

Conférence et tables rondes sur les perturbateurs endocriniens, jeudi 12 octobre à 18 h au campus de Tohannic à l'UBS. Entrée libre.

École publique. Le projet se dessine petit à petit

Jeudi 19, en soirée, le groupe participatif s'est réuni pour la cinquième fois autour du programme de travaux à l'école publique 1, 2, 3 Soleil. Le projet se concrétise et les participants ont pu se projeter, envisager les usages de l'école de demain. Réunis en trois groupes, enseignants, riverains, parents d'élèves, Atsem, animateurs, partenaires du réseau Bruced et du CAUE (conseil en architecture), élus ont apporté leurs éclairages sur les espaces extérieurs et le fonctionnement intérieur. Des aspects très pratiques ont été abordés, parmi lesquels l'organisation de la salle de sieste, les lieux de stockage, la hauteur des vitres. Sur la base d'échantillons et de description des caractéristiques techniques des matériaux, les discussions ont aussi porté sur les revêtements. Les travaux s'étaleront sur deux années scolaires. La livraison de l'école se fera ainsi en deux temps. Le bâtiment Jules-Ferry sera détruit et remplacé. Le rez-de-chaussée sera opérationnel à la rentrée scolaire 2019 et accueillera les élèves de l'école élémentaire. Les travaux de l'étage devraient s'achever pour septembre 2020. Ce phasage permet d'éviter le recours à une coûteuse location de structures modulaires. Prochaine étape : la validation de l'avant-projet définitif en conseil municipal, le 13 décembre.



Le groupe de personnel enfance avec Jean-Louis Marin, directeur g

Jardins partagés : seize parcelles attribuées

1 500 m², seize parcelles, tel est le projet de jardins partagés, concrétisé par la municipalité, au jardin des Glénan, au bourg de Lesconil. Inauguration le 25 novembre, à la Sainte-Catherine...

Le projet

Une surface de 1 500 m² est affectée à ce projet, qui voit le jour avec l'appui du réseau Bruced, réseau de collectivités bretonnes qui s'engagent dans des réalisations concrètes de développement durable et solidaire.

« En adhérent à Bruced, une commune bénéficie des expériences des autres, les bonnes comme les mauvaises, et accepte de partager les siennes. C'est un réseau d'entraide qui permet une mise en relation », déclare Jean-Louis Gérard, adjoint au maire.

Légumes et fleurs

Les travaux d'aménagement vont commencer prochainement. Le terrain est divisé en parcelles, d'environ 20 m² chacune, qui sont affectées à des particuliers y pratiquant exclusivement la culture potagère et florale.

L'exploitation des jardins ne peut en aucun cas être source de profit, de commerce ou vente de production. Le fonctionnement repose sur des valeurs d'entraide, de solidarité, de tolérance et de convivialité. « Bien que les parcelles soient individuelles, l'ensemble du jardin doit vivre de manière collective », précise Isabelle Le Brun, interlocutrice référente pour représenter la com-



Le jardin des Glénan au cœur de Lesconil accueillera les jardins partagés.

mune auprès des usagers des jardins.

Les jardiniers participeront à l'entretien des parties et installations communes et devront s'associer à des temps partagés : information, formations, échanges de graines, moments de convivialité. Actuellement seize demandes d'inscription ont été enregistrées, c'est-à-dire que toutes les parcelles ont trouvé preneur.

La commune va donc réaliser les travaux et louera les parcelles aux particuliers directement. Le tarif pour l'occupation d'une parcelle a été fixé à 1 € par m², par an. Ce tarif sera révisable chaque année. Une association des jardiniers sera ensuite créée. Objectif : cultiver son jardin et récolter des légumes sains, sans pesticides, dans une ambiance d'entraide entre les jardiniers.

Les parcelles du jardin des Glénan devraient être inaugurées le 25 novembre, à la Sainte-Catherine. « C'est une bonne date pour des jardiniers », précise le maire Bruno Julien. Par ailleurs, si les habitants de Plobannaec le souhaitent, le même projet pourrait y être monté.



Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs : 10 Visites pour passer à l'action en Bretagne !

Publié le 09 octobre 2017

Du 9 novembre au 8 décembre 2017, le réseau des collectivités rurales et solidaires bretonnes **Bruded** (<http://www.bruded.org/>) invite les collectivités à visiter les projets en cours ou réalisations abouties de dix communes bretonnes.

Il y aborderont la méthodologie, les modalités d'interventions, les aides mobilisables et les contraintes rencontrées.

Les architectes, urbanistes, maîtres d'œuvre et autres partenaires ou professionnels interviendront aussi durant ces visites (Départements, Région, EPF Bretagne...).

Liens utiles:

[Le programme complet des visites \(<http://www.bruded.org/organisez-vos-dates-cycle-de-visites-agir-pour-des-centre-bourgs-vivants-et-attractifs-en-novembre-prochain-8rs.html>\)](http://www.bruded.org/organisez-vos-dates-cycle-de-visites-agir-pour-des-centre-bourgs-vivants-et-attractifs-en-novembre-prochain-8rs.html)

► [Les infos de Ploermel du 11/2017 – Beignon](#)



BRUDED : un cycle de visites sur la dynamisation des centres-bourgs avec une visite de Beignon

L'association Bretagne rurale et urbaine pour le développement durable (BRUDED) a choisi Beignon pour lancer son prochain cycle régional de visites qui se déroulera du 9 novembre au 8 décembre sur le thème "Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs". BRUDED, rappelle la coprésidente Sarah Müller, de Concoret, « est une association d'élus qui regroupe actuellement 140 communes, de 500 à 3000 habitants pour 80 % d'entre elles, et deux Communautés de communes. Soit plus de 260 000 habitants représentés ».

L'association a été créée en 2005 par « quelques élus passionnés par le développement durable. Son objectif est de créer un réseau de collectivités qui se rencontrent pour échanger sur leurs expériences de terrain en matière de développement local durable et solidaire. Ainsi, avant de se lancer dans leurs projets, les collectivités adhérentes peuvent partager avec celles qui ont été confrontées aux mêmes problématiques. De même, l'association peut mandater un salarié afin de conseiller et orienter les élus dans leurs démarches avec son œil extérieur et fort de son expérience sur les autres communes ».

BRUDED a en outre « rédigé



Le maire de Beignon Yves Josse et la conseillère municipale déléguée Nadine Duvaudier ont guidé les représentants de Bruded dans la commune, pour préparer la visite du 28 novembre.

de nombreux documents dont des fiches projets et fiches de mutualisation sur les réalisations faites dans les communes membres ». Et il y a donc les cycles de visites, à raison de deux sessions chaque année. Sur un thème, explique Maïwenn Magnier, « dix collectivités sont choisies afin de témoigner lors de visites sur le terrain. L'objectif de ces visites est de montrer aux autres élus qu'il est possible d'agir, y compris avec un budget limité en présentant les différentes étapes et clés de réussites des projets ».

Le thème choisi pour cette nouvelle session « reprend celui de l'appel à projets qui a été lancé cette année en Bretagne pour redynamiser les centres-villes et les centres-bourgs par l'Etat, la Région, l'Etablissement public foncier de Bretagne et la Caisse des dépôts. Les 10 communes qui vont nous accueillir vont présenter aux élus leurs démarches globales et les aspects concrets : techniques, financiers, juridiques qui ont prévalu dans leurs choix de projets ».

Plusieurs aspects seront évo-

qués à partir d'exemples concrets : création de logements sociaux, démarche Bimby pour la densification des bourgs et l'adaptation des PLU, manière de conforter l'attractivité des bourgs, économie circulaire, renouvellement des logements en centre bourg... Beignon recevra des adhérents de Bruded le 28 novembre à 9h30 sur le thème "Une diversité de réalisations et de projets pour conforter l'attractivité du bourg". Une présentation en salle sera suivie d'une visite du centre bourg. **Burtraud Pérennes**

« En zone rurale, le vélo doit aussi trouver sa place »



François Prochasson et Alain Le Courtois.

Quatre-vingts personnes ont participé à la réunion départementale organisée par le Collectif cyclisme et prévention 56, à la salle des fêtes du Scaouët, lundi.

Depuis 2001, la structure militante pour « de vraies infrastructures routières et d'aménagements ». Elle défend aussi la présence des cyclistes sur la voie publique.

Le président, Alain Le Courtois, accompagné par François Prochasson de Rue de l'avenir, a donné des orientations précises. Il a notamment explicité la notion de « circulation douce ».

« Les piétons et les vélos doivent prendre leur place dans l'espace public. Nous avons un espace à partager. C'est une nouvelle philosophie. Il ne s'agit pas d'exclure l'automobile. On fait le pari que le

vélo, qui fonctionne bien maintenant en ville et dans les agglomérations, trouve également son rang en zone rurale. »

Diminuer la vitesse

L'association Bruced (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable), née en 2005 sous l'impulsion d'une poignée de petites communes rurales bretonnes, était représentée.

Ces pionnières ont décidé de mutualiser leurs réflexions et leurs moyens. « Les informations circulent entre les élus de ces communes. Elles permettent d'améliorer les aménagements dans les villages, poursuit Alain Le Courtois. Ce qui engendre même une diminution de la vitesse. »

Autre thème abordé, le comportement des usagers. « La concertation avec la population est essentielle. Tout ce qui peut diminuer la vitesse agit en faveur des vélos et des piétons. Nous croyons beaucoup en la civilité. Il y a, actuellement, une évolution favorable. Les automobilistes s'arrêtent pour laisser passer les piétons. Un petit geste en passant ou un sourire fait toujours plaisir. »

« Aller chercher son pain »

Reste le regard porté sur l'utilisation du vélo. « Les collectivités mettent



Le collectif Cyclisme et prévention 56 milite pour « de vraies infrastructures ». Elle défend aussi la présence des cyclistes sur la voie publique.

l'accent sur le tourisme notamment via les voies vertes. Elles pensent aux retombées économiques, mais le vélo, c'est aussi l'utilisation quotidienne, comme aller chercher son pain. »

Et quand on évoque le vélo à assistance électrique, François Prochasson est intarissable. « C'est un bon moyen de faire découvrir son territoire d'une autre façon. Pour les non-sportifs, c'est une bonne réponse pour se déplacer, sans

prendre une voiture. »

L'architecte urbaniste Ludovic Devemay enchaîne : « De gros progrès ont été faits dans le matériel. » Actuellement, les vélos à assistance électrique ont une autonomie de 80 km alors que la moyenne des déplacements est d'environ 4 km.

Contact : www.ccp56.fr ou ccp56@orange.fr.

► L'écho Républicain du 08/11/2017 – Bretoncelles

Édition Les éco-matériaux expliqués aux élus à Bretoncelles



Dans le cadre de la quinzaine des éco-matériaux 2017, une réunion d'information à destination des élus et des collectivités locales a été organisée par l'Association régionale pour la promotion de l'éco-construction (ARPE) Normandie et Eco Pertica à la mairie de Bretoncelles.

L'en dernier, cette commune a choisi d'isoler ses combles avec de la laine de chanvre produite localement, mis en œuvre par les employés communaux guidés par les techniciens d'Eco Pertica en accord avec l'architecte supervisant les travaux.

Matériaux bio-sourcés

« Le résultat est très satisfaisant et nous espérons que l'expérience soit reprise ailleurs », a souligné David Lambert, le maire, qui a déjà apprécié l'intérêt de cette « isolation performante dans la facture de chauffage ».

Vincent Oustrinaud, de l'ARPE, a dressé un panorama des matériaux bio-sourcés les plus fréquemment mis en œuvre (bois, paille, chanvre et terre crue) avant de laisser la parole à Laurent Blossey de l'association Bretagne-Rurale et Urbaine pour le Développement Durable (BRUCED). Cette association a été créée par 140 collectivités pour transformer la volonté politique de construire écologique grâce au recrutement de compétences qui dépassent les freins réglementaires et valorisent les projets qui sont de plus en plus nombreux à se concrétiser.

« Les constructions en bois et paille, en terre crue peuvent accueillir du public comme les autres. Souvent nous mettons aussi en place une réflexion intégrant la population qui ajoute une dimension sociale comme la santé, le patrimoine et l'emploi avec des budgets souvent très compétitifs par rapport aux constructions classiques », souligne l'ingénieur qui aura peut-être inspiré quelques-uns des élus présents dans la salle.

Redonner du souffle aux centres bourgs

L'association Bruded propose aux élus, du 9 novembre au 6 décembre, dix visites de centres bourgs de la région qu'elle a accompagnés dans leurs actions de revitalisation.

Reportage



D'une main Yves Josse était discrètement pas administré, de l'autre il désigne les chantiers en cours. Et le maire du village de Beignon dans le Morbihan, a beaucoup d'administrés et beaucoup de chantiers. Engagé, comme nombre d'élus de petits communes, dans une lutte au long cours contre la désertification, il a remporté quelques batailles.

« Mais il faut rester vigilant. Ce sont des équilibres fragiles. Il suffit que quelques communes disparaissent pour que ça se vide très vite », avertit-il. L'accueil en mairie, la semaine précédente, de 37 nouveaux habitants, permet pourtant d'illustrer l'avenir optimiste.

Remettre l'église au centre du village

Pour recevoir un second souffle, la stratégie a été de concentrer tous les efforts sur le cœur du bourg et particulièrement autour de l'église. Une ancienne chapelle voûtée a été convertie en médiathèque. Une maison des jeunes a été ouverte. La mairie a elle



Le maire de Beignon, Yves Josse, présente son village lors d'une visite organisée par l'association Bruded.

aussi, en 2014, été reprise par la région. La mairie abrite également une maison des services publics et un local pour les associations. Plus tôt, une longue maisonnette néo-classique (200 000 €) loge désormais une auto-école.

Le tout, concurrencé par quelques ruelles, donne en effet le sentiment d'un certain dynamisme. Les centres de santé jouxtent des habitations. Les édifices ajoutent une touche de caractère. La commune de 1 900 habitants, bien dotée par la présence de Saint-Gyr, Costquidan, est accueillie de ses 300 enfants scolarisés et d'une population qui, pour les deux tiers, a moins de 40 ans. De quoi

faire rêver bien des élus bretonnes.

Pour précisément partager cette expérience avec d'autres élus, l'association Bruded propose du 9 novembre au 6 décembre dix visites de bourgs qu'elle a accompagnés dans leur revitalisation. Elles sont destinées aux élus adhérents de l'association créée en 2006 par quelques petites communes rurales, qui peuvent s'inscrire directement sur le site bruded.org.

160 communes en Bretagne et en Loire-Atlantique sont adhérentes. 20 % ont moins de 500 habitants. « Comment évaluer harmonieusement un centre ? Comment travailler à la densification du bourg et éviter l'étalement ? Comment favo-

riser les déplacements à vélo ou à pied sans magnétiser le robot ? Nous réfléchissons à ces problématiques », dit à la fois Yann Magnier, chargé de développement du réseau.

Une expertise et un recul qui, pour Yves Josse, « n'a pas de prix pour nous, mais sont très prisés par l'urgence ». Un prix, tout de même : 25 centimes par an et par habitant pour une cotisation à Bruded.

Gise RECOUPIT.

L'ensemble des visites à retrouver sur www.bruded.org

Bruded. Échanges d'expériences entre élus

Vendredi à la salle de la mairie, François Giroto, maire, recevait le Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable). Onze communes des départements bretons et de Loire-Atlantique participaient à cette réunion. Malwenn Magnier, responsable du Bruded, se propose de développer un échange d'expériences innovantes et solidaires avec les élus. Des visites sont proposées au cours desquelles les élus vont visiter leurs réalisations, l'objectif étant de partager leurs expériences.

François Giroto et Olivier Baillet, architecte, ont ainsi présenté les diverses réalisations effectuées dans la commune, commerce, aménagement du bourg, mairie-poste, station d'épuration, réseau d'eaux pluviales, salle Ti Ploégadis, extension et rénovation de l'école pour un montant de 2.103.523 €. Les projets en cours



Les élus à l'écoute de la présentation des réalisations de la commune faite par Olivier Baillet, architecte.

concernent le terrain multisports, la MAM (projet de maison des assis-

tantes maternelles) et des logements sociaux.

De nombreux projets sont à l'agenda communal

Quessoy — La commune prend le train des visites de bourgs en phase de revitalisation avec l'association Bruded. Objectif : densifier le bourg et le rénover harmonieusement.

Le projet

Avec l'aménagement du nouveau cimetière, la construction de logements sur la parcelle entre le Clos-Quentin et les Madières et le développement du quartier de l'Hôtel-Giraud, les projets de dynamisation du bourg ne manquent pas.

Les réussir est un objectif pour la municipalité. « Toutes les expériences des autres communes dans le domaine sont bonnes à prendre. Nous devons nous en inspirer. La contribution de Bruded peut être précieuse au regard des projets de quartiers ou de densification, que la commune envisage actuellement », a souligné le maire, Jean-Luc Gouyette, lors de l'intervention de M. Serval, de l'association Bruded.

Commerces et environnement

Soutien aux commerces, gestion des espaces naturels, du cimetière, réduction de l'éclairage public, réflexion sur la mobilité et les déplacements font partie des missions de Bruded. De même que rénover et dynamiser harmonieusement un centre ou travailler à la densification du bourg et éviter l'étalement.

L'association accompagne les élus dans leurs projets lors de visites (Ouest-France du jeudi 9 novembre, page Bretagne). Cent quarante communes adhérent à Bruded en Bretagne. Il en coûte 25 centimes d'euros par habitant et par an. La majorité municipale a voté l'adhésion à l'asso-



Depuis 2012, tout le long des commerces (boucherie, bars, boulangerie), un trottoir de 3 m facilite le déplacement des piétons, des handicapés. Avec l'aménagement du nouveau cimetière, la construction de logements entre le Clos-Quentin et les Madières et le développement du quartier de l'Hôtel-Giraud, les projets de dynamisation du bourg continuent.

ciation alors que la minorité s'est abstenue.

Plusieurs missions de maîtrise d'œuvre ont été lancées, en particulier celle du futur cimetière à la Pougéole. Le projet d'agrandissement de l'école de l'Hôpital sera réalisé par le cabinet François Violi, architecte à Yffiniac. Celui de la rénovation des réseaux d'eau potable et de l'assainissement a été attribué à l'entreprise

Quarta. Un éclairage public supplémentaire améliorera l'éclairage du terrain de football C où huit projecteurs de 2 000 W seront installés. Montant : 29 800 € dont 17 880 € à la charge de la commune.

Le magazine communal évolue vers neuf publications de douze pages et deux de seize pages. La conception sera confiée à l'entreprise Plédranaise Communicolor et

l'impression à l'imprimerie Jacq, de Plérin. Enfin, le futur rond-point de la zone de l'Espérance nécessite le déplacement d'un mât d'éclairage public. Une convention entre la commune et le Département sera signée. La conseillère départementale Delphine Martin a exprimé son engagement sur le dossier dans son ensemble.

Réseau d'échanges. La commune en exemple

Briec a choisi de renforcer l'attractivité de son centre-ville, le lien social et le cadre de vie. Des élus d'autres communes étaient invités, lundi, à découvrir les réalisations et projets en cours. Un partage d'expériences, possible moteur pour passer à l'action.

À l'initiative du réseau de collectivités bretonnes Bretagne rurale et urbaine pour un développement rural, les élus de Briec ont organisé le projet « renforcer l'attractivité du centre-ville » à plusieurs élus d'autres bourgs bretons.



Le Bruded (Bretagne rurale et urbaine) pour un développement rural est un réseau d'échanges d'expériences qui compte plus de 100 collectivités adhérentes en Bretagne et Loire-Atlantique. Il propose dix visites entre élus sur le thème « Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs ». Les élus de dix communes font visiter leurs projets en cours ou leurs réalisations abouties. Ils y abordent la méthodologie, les aides mobilisées et les contraintes rencontrées. L'objectif est de partager ses expériences et de montrer des réalisations concrètes afin d'inci-

ter les autres à passer à l'action. Les principaux partenaires de ces projets y expliquent leur rôle : établissements publics fonciers, départements, architectes, urbanistes.

Un vaste programme de revitalisation

Lundi, les élus d'autres communes étaient invités à Briec qui a choisi de renforcer l'attractivité de son centre-ville, le lien social et le cadre de vie. (étaient présents, Jean-Hubert Pétillon, maire, Marie-Thé Le Roy, Bruno Le Man et Thomas Féréc, adjoints

au maire, Mme Dominique du cabinet SOLÉ et M. Angouarch du cabinet d'architectes AS. La municipalité de Briec s'est engagée dans un vaste programme de revitalisation avec la création de logements et de services (construction d'un pôle socioculturel, centre médical, Espace jeunes...). Améliorer la dynamique commerciale, l'accueil scolaire, le cheminement doux, les espaces nature font aussi partie des préoccupations de la municipalité. Une visite du bourg présentant les réalisations et projets en cours a conclu cette rencontre.

Un cœur du bourg repensé pour « vivre ensemble »

Plouégat-Moysan — Une vingtaine d'élus bretons sont venus visiter le centre bourg revivifié. Objectif : partager une expérience et réfléchir dans une optique de développement durable.

Pourquoi ? Comment ?

Quelle mission s'est fixé l'association Bruded ?

Bruded, Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable, est un réseau qui compte près de 140 collectivités adhérentes en Bretagne, dont Plouégat-Moysan. Son objectif, échanger des expériences innovantes et matières de développement durable et solidaire. Cette année, Bruded propose un cycle de visites régionales sur le thème « Agir pour les centres bourgs vivants et attractifs ». La commune répond à cet appel avec un remodelage du bourg de fond en comble.

Pourquoi ces visites sur le terrain ?

« L'objectif est de partager les expériences. De s'informer sur le montage de tel ou tel projet, explique Maïwenn Magnier, chargée du développement du réseau. Revitaliser les bourgs, c'est une démarche globale, car tout est lié. Commerce, école, vie associative. Le but est de donner envie aux gens de revenir s'installer dans les centres bourg. »

Quels projets pour redynamiser un bourg ?

Sans avoir recours à un plan de développement global, le maire, François Giroto et son équipe ont attaqué, dès 2008, sur tous les fronts.



Le maire, François Giroto (2^e à partir de la droite) a expliqué la démarche de la commune à une vingtaine d'élus venus en visite. Ici à l'école, agrandie et équipée d'une chaudière à granulés.

Assainissement, logements, école, salle polyvalente, espace commerce, déplacements doux et énergies renouvelables étaient au programme. Au total un investissement, hors subventions, de 2 202 523 €. « Notre objectif était de faire un maximum de choses avec un minimum d'investissement », explique François Giroto.

Quels sont les projets qui ont donné un nouveau souffle ?

Un espace commerce, créé dans l'ancienne école, a été mis en location. Confié au cabinet d'architecte Baillet, l'espace urbain a été recensé, avec une nouvelle mairie, une salle polyvalente rénovée, donnant un aspect accueillant au centre-bourg. Mais un regret : « Nous n'avons pas pu négocier l'achat de deux maisons

très dégradées, situées sur la rue principale, commente le maire. Ces maisons restent comme des verres aujourd'hui. » D'autres projets pointent leur nez. Notamment celui d'une Marn, une maison des assistantes maternelles, ainsi que des logements sociaux. Car l'objectif annoncé est aussi « de bien vivre ensemble ».

► Le Télégramme du 22/11/2017 – Guémené-sur-Scorff

Guémené-sur-Scorff

Bruded. 40 élus en visite dans la cité

Une quarantaine d'élus, membres de Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) étaient en visite, mercredi 15, dans la cité, dans le cadre du cycle régional « Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs ». Cette visite s'inscrivait dans le cadre du projet de revitalisation du centre-bourg.

Promouvoir le développement durable

Bruded est un réseau d'échanges d'expériences de communes bretonnes engagées dans des démarches de développement durable où « les élus parlent aux élus ».

Concrètement, son objectif est triple : promouvoir les démarches de développement durable au sein des collectivités adhérentes et contribuer à une dynamique régionale ; partager et mutualiser les expériences communales de développement durable ; faire connaître des réalisations concrètes de développement durable, qu'il s'agisse de démarches globales, d'équipements



Une quarantaine d'adhérents de Bruded étaient en visite dans la commune. Après une rencontre à la mairie, les élus ont déambulé dans la cité.

publics, d'aménagements, de restauration scolaire, ou de gestion des espaces publics.

Lors de cette rencontre, René le Moulec, maire, et Florence Devernay, architecte du patrimoine chargée du projet de revitalisation du centre-bourg, ont présenté les différentes phases du projet aux élus de

Bruded. Ils ont également abordé des thèmes comme la méthodologie, les modalités d'interventions, les actions prioritaires, les aides mobilisées, et les contraintes rencontrées en matière de revitalisation. À l'issue de la réunion, les élus ont déambulé en ville pour se rendre compte des projets en cours.

Guémené-sur-Scorff

L'association Bruded a visité la Petite cité de caractère



Une quarantaine d'adhérents de l'association Bruded ont déambulé dans les rues de Guémené.

L'association Bruded organise des visites entre élus sous le thème « Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs », du 9 novembre au 8 décembre.

Bruded (Bretagne rurale et ruraine pour un développement durable) est un réseau d'échanges d'expériences innovantes et pragmatiques en matière de développement durable et solidaire. Il compte, à ce jour, près de 140 communes adhérentes en Bretagne et Loire-Atlantique. Une quarantaine d'adhérents sont venus dans la Petite cité de ca-

ractère de Bretagne, en milieu de semaine. Ils ont abordé la méthodologie, les modalités d'interventions, les aides mobilisées et les contraintes rencontrées pour la revitalisation du centre bourg. L'objectif est de partager ses expériences et de montrer des réalisations concrètes afin d'inciter les autres à passer à l'action.

Le maire, René Le Moullec et Florence Devernay, architecte du patrimoine chargée du projet de revitalisation du centre-bourg, ont présenté les différentes phases du projet aux d'élus de Bruded.

PLOUÉGAT-MOYSAN. Centre-bourg : une nouvelle dynamique

Revitaliser le centre-bourg, c'est possible. Des élus, adhérents à Bruded, sont venus s'informer et échanger avec le maire sur la démarche entreprise.

Bruded (Bretagne rurale et ruraine pour un développement durable), est un réseau qui compte près de 140 collectivités adhérentes sur la Bretagne, dont Plouégat-Moysan. Son objectif, échanger des expériences innovantes et matière de développement durable et solidaire.

Cette année, Bruded propose jusqu'au 8 décembre un cycle de dix visites régionales sur le thème Agir pour les centres-bourgs vivants et attractifs. La commune répond à cet appel avec un remodelage du bourg de fond en comble. « L'objectif est de partager les expériences. De s'informer, sur le montage de tel ou tel projet, explique Maiwenn Magnier, chargé du développement du réseau. Revitaliser les bourgs, c'est une démarche globale, car tout est lié. Commerce, école, vie associative. Le but



À l'école, la décision a été prise d'installer un chauffage à pellet, plus économique et écologique.

est de donner envie aux gens de revenir s'installer aux centres-bourgs ».

Sans avoir recours à un plan de développement global, le maire, François Giroto et son équipe ont attaqué dès 2008 sur tous les fronts. Assainissement par filtres roseaux, logements, école, salle polyvalente, espace commerce, déplacements

doux et énergies renouvelables étaient au programme.

« Un minimum d'investissement »

Au total un investissement, hors subventions, de 2 202 523 €. « Notre objectif était de faire un maximum de choses avec un minimum d'investissement », a expliqué

François Giroto à la vingtaine d'élus présente lors de la visite.

Un espace commerce a été créé dans l'ancienne école et mis en location. Confié au cabinet d'architecte Baillot, l'espace urbain a été redessiné pour en faire un « nouveau lieu de vie », une nouvelle mairie en pierre poncée sortie de terre, la salle polyvalente rénovée. L'ensemble donnant un aspect accueillant au centre-bourg. Avec un regret : « Nous n'avons pas pu négocier l'achat de deux maisons très dégradées et situées sur la rue principale, commente encore le maire. Ces maisons restent comme des verrues aujourd'hui ». Un petit bémol qui n'arrête pas la dynamique entreprise. Déjà d'autres projets pointent leur nez. Notamment ceux d'une Mam - maison des assistantes maternelles - et des logements sociaux. Car l'objectif annoncé est aussi « de bien vivre ensemble ».

« Printemps citoyen », au cinéma ce mardi

Dans le cadre du Mois du documentaire en Bretagne, l'Émeraude-cinéma de Dinan projette ce soir le film « Printemps citoyen », qui sera suivi d'un débat.

« Argentine, Islande, Espagne, France, Grèce, États-Unis..., partout dans le monde ce documentaire entre au cœur de l'innovation démocratique participative. » On y présente des cas concrets, de l'intérêt d'internet et des outils technologiques, pour réinventer le fonctionnement de nos démocraties.

La projection sera suivie d'un dé-

bat, en présence de Rysleine Bourmahdi (réalisatrice du film), Camille Lachenaud (chef du service proximité, contractualisation et prospective à Dinan agglo), Jérémy Dauphin et Adèle Renault (mission démocratie locale et participative à Dinan agglo), Adeline et Anaëlle (pôle d'économie sociale et solidaire), Jérôme et Alex (association Agora) et d'une personne du réseau Bruded.

Ce mardi 28 à 20 h 15, à l'Émeraude cinéma, à Dinan.

► Le Télégramme du 28/11/2017 - Lanvallay

Bimby. « Construire une maison dans mon jardin

Propos recueillis par Corentin Le Doujet Lanvallay est la première commune de Dinan Agglo à avoir engagé une démarche Bimby. Objectif : densifier l'habitat pour limiter l'étalement urbain. Une rencontre a eu lieu hier, avec l'association Bruded ().*

Le Télégramme : « Bimby », qu'est-ce que c'est ?

Bruno Serval, de l'association Bruded : « "Bimby" est l'acronyme de "Build in my back yard", ce qui veut dire en anglais "construire dans mon jardin". L'objectif de cette démarche est de densifier l'habitat en zones déjà urbanisées, par exemple dans les bourgs mais également dans les hameaux. Ça peut être une alternative aux lotissements, gourmands en terres agricoles, le but de cette division de parcelles étant de limiter l'étalement urbain. »

La commune de Lanvallay s'est engagée dans cette démarche, combien de foyers ont répondu à l'appel ?

Bruno Ricard, maire de Lanvallay : « La commune s'est engagée dans cette démarche Bimby en 2015, et des entretiens individuels avec un architecte ont été réalisés en 2016, avec 96 ménages, soit près de 5 % des propriétaires, un taux de réponse honorable. Une dizaine de projets sont en passe de se concrétiser, que ce soit la construction d'un gîte, d'un logement qui sera mis en location ou d'une maison plus petite et de plain-pied, plus pratique pour un couple de personnes âgées... Le territoire manque de petits logements, environ deux tiers des maisons individuelles ne sont habitées que par une ou deux personnes, alors qu'elles ont été conçues pour en accueillir quatre ou cinq. Et beaucoup d'entre elles sont sur des parcelles assez grandes pour voir s'implanter une nouvelle construction. »

Combien ça coûte ?

Bruno Ricard : « Pour les propriétaires de parcelles, l'entretien d'une heure avec l'architecte et l'accompagnement par le bureau d'études sont gratuits. La prestation a coûté près de 52 000 € à la commune de Lanvallay, qui a été subventionnée par la Région, 29 000 €, et par Dinan Agglo, 6 920 €. »

Pourquoi se séparer d'une partie de son jardin ?

Gérard Dufrechou, propriétaire : « À 63 ans, je suis proche de la retraite, et pour finir de rembourser mon crédit habitant, j'ai décidé de diviser la parcelle de 900 m² où est implantée ma maison, située dans un lotissement, dans le centre de Lanvallay. J'ai vendu très rapidement la parcelle nue de 450 m² à un couple qui va y construire une maison de plain-pied, proche tous commerces, ce qui est très recherché. Diviser mon terrain m'a permis de finir de payer mon crédit et donc de continuer à habiter ma maison quand je serai à la retraite. Et ça me fera par ailleurs moins d'entretien de jardin. » * Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable. réseau de collectivités bretonnes.



Des élus échangent sur leur gestion de l'urbanisme

La Chapelle-Launay — Venus de différentes communes de Loire-Atlantique et d'autres départements, ils ont échangé sur leurs pratiques et les difficultés pour densifier l'habitat.

L'initiative

Dans le cadre de rencontres initiées par le réseau Bruded, sur le thème « Agir pour des centres-bourgs vivants et attractifs », le maire Jacques Dalibert et l'adjointe à l'urbanisme Angélique Hochet-Duval, ont reçu des élus de plusieurs communes de Loire-Atlantique et de départements voisins, vendredi. Objectif de ces rencontres : découvrir des expériences menées, échanger sur les pratiques, sur les difficultés rencontrées.

Un exemple de démarche à La Chapelle-Launay

La commune de 2 890 habitants se situe dans la 2^e couronne nantaise, sur l'axe Nantes-Vannes. Elle bénéficie d'une attraction forte et les élus souhaitent encadrer un développement urbain de qualité. Pour répondre efficacement à l'incitation à la densification urbaine, elle s'est lancée dans l'opération Bimby (Build in my back yard, Construire dans mon jardin). Cette démarche offre la possibilité à un habitant de diviser son terrain pour créer de nouveaux logements (comme une maison de plain-pied pour un parent âgé, un logement pour un enfant), ou d'en vendre une partie à une tierce personne pour un projet de construction.

Rencontre gratuite avec un architecte

Avec Bimby, les acteurs locaux (élus, habitants, techniciens) bénéficient d'un cadre et d'un accompagnement pour mobiliser le foncier des tissus pavillonnaires existants.

Ainsi, la commune a proposé aux



Après avoir échangé dans la mairie, les participants ont poursuivi la matinée par une visite commentée du bourg.

habitants propriétaires dans le bourg une heure gratuite d'entretien individuel avec un architecte. « Le Bimby vise à mettre en avant des situations concrètes pour accompagner les habitants qui souhaitent diviser leur parcelle. Mais notre objectif est aussi d'adapter nos règles et de les faire comprendre, pour favoriser de bonnes relations entre les futurs habitants », explique le maire.

Au total, 30 rencontres ont eu lieu avec trois architectes présents dans la commune durant deux jours. « Les entretiens ont eu beaucoup de succès. Nous avons dû refuser des demandes », précise Angélique Hochet-

Duval. Les élus n'étaient pas présents à ces entretiens. « Il était important que des architectes extérieurs à la commune et des experts dans ce domaine puissent expliquer aux habitants que leurs projets ne sont pas toujours compatibles avec l'environnement du centre-bourg et le voisinage ». C'est aussi un gain d'efficacité avant le dépôt d'un dossier qui pourrait être refusé.

Aujourd'hui, après ces rencontres, 9 projets sont en cours de réalisation dont une division en trois parcelles, une division d'une parcelle de 3 800 m² avec construction d'une nouvelle maison sur 700 m², et un

projet d'ampleur dans le bourg avec la démolition d'une habitation et la construction de 6 logements locatifs. « Ces entretiens ont permis de mieux cerner les enjeux liés de la division parcellaire que nous pourrions intégrer dans la révision du Plu », poursuit l'adjointe. Dans cette optique, plusieurs points du règlement sont à réétudier (largeur de la voie d'accès, hauteur des constructions par rapport à la problématique de l'ombre, hauteur des clôtures, etc.)

La prestation a coûté 12 126 €, autofinancée par la commune.

Qu'est-ce que le réseau Bruded ?

Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) est un réseau d'échanges d'expériences innovantes et pragmatiques en matière de développement durable et solidaire. 140 collectivités (communes et communautés de communes) sont adhérentes en Bretagne

et Loire-Atlantique. Son territoire d'intervention est en gros celui de la Bretagne historique. Chaque collectivité adhérente verse une cotisation de 0,25 € par habitant.

Son rôle est la mise en réseau des collectivités pour un partage d'expériences, un regard global sur les poli-

tiques d'aménagement urbain et de développement de l'économie locale, un accompagnement des projets, une aide à l'élaboration de cahiers des charges. Elle organise des rencontres sur une thématique. C'est une association loi 1901, présidée par deux coprésidents. Elle emploie six

salariés chargés de mission. Elle est aidée financièrement par la région Bretagne, l'Ademe, le Sgar (Secrétariat général pour les affaires régionales et européennes) et certains départements dont la Loire-Atlantique.

Plus de renseignements sur www.bruded.org

La mort des centre-bourgs n'est pas inéluctable

Beignon— Comment revitaliser les centres ? Cette problématique touche les communes rurales. Dans son cycle de visites de novembre et décembre, Bruded faisait halte à Beignon.

Rencontre

Hôtes du jour, Yves Josse, le maire, et Nadine Duvaudier, conseillère municipale déléguée au tourisme, au bien vivre ensemble et au contrôle de gestion, recevaient leurs homologues, jeudi, pour une session de présentation organisée par Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable).

Cet organisme est un réseau d'échange et de partage d'expériences qui compte plus de 145 collectivités, dont 80 % ont moins de 4 000 habitants.

« Nous nous retrouvons dans le cadre du cycle de visites régionales organisées par Bruded sur la thématique de l'attractivité des centre-bourgs, précise Ivana Potelon, chargée de mission et référente pour Beignon. L'idée est de donner à voir les expériences qui sont portées par les collectivités adhérentes au réseau. »

Logements, commerces, services de proximité, entreprises, équipements... Maintenir la vie dans un bourg de campagne n'est pas une sinécure. « Nous sommes ici à Beignon pour soutenir la démarche globale des élus en terme commercial, de logements et d'équipements. »

« On restaure ou l'on vend »

Pour le maire, « après l'arrivée de la voie rapide, qui a inquiété les habitants à l'époque, il y a eu un sursaut des équipes municipales pour travailler le développement économique. C'était un pari un peu fou, puisqu'on ne vient pas par hasard



Venus de Guipry-Messac, La Chapelle-Thourault, Saint-Dolay, Pellac ou Saint-Pierre-de-Quiberon, nombre d'élus sont confrontés au problème de dévitalisation de leurs centre-bourgs pour diverses raisons. Yves Josse, au centre, présente sa commune et les réalisations effectuées.

à Beignon. Et c'est un pari réussi. »

La commune est passée de 550 emplois industriels en 2008 à 500 aujourd'hui. Avec un essor démographique, la faisant bondir de 818 habitants, en 1999, à 1839, en 2014. À la porte de Brocéliande, Beignon souhaite entretenir son image touristique.

L'élue a exposé la stratégie de l'équipe municipale depuis 10 ans. « Nous réfléchissons déjà à l'amé-

nagement du bourg. Nous avons la volonté de travailler sur l'image et le confort. Nous ne souhaitons pas avoir de ruines dans le bourg. On restaure ou l'on vend. Afin de valoriser l'authenticité architecturale. Chose essentielle, nous sommes accompagnés par un urbaniste. »

Mais les élus ont besoin de soutien. « Pour un de nos projets, Loïc Bouvard, ancien député qui vient de nous quitter, nous alloua même

15 000 €, soit le maximum possible. »

La municipalité a développé des lotissements, restauré des bâtiments pour l'installation d'entreprises. Elle est même allée jusqu'à démarcher un boucher à la retraite pour lui proposer de reprendre une activité. Tout cela ajouté à la mise en place de liaisons douces permettant une circulation plus fluide entre véhicules et piétons.

► Le Télégramme du 02/12/2017 - Landéda

Cantine. Les élus de Landéda en visite

© AFP / G. J. / J. J. / J. J.



Mardi, des élus de Landéda sont venus s'informer sur la mise en place de la cantine de Rosnoën. Les repas sont réalisés sur place, à partir des éléments bruts, bio si possible, et surtout avec les acteurs locaux. La volonté est de proposer un repas sain de bonne qualité gustative et nutritionnelle (produit de saison frais, diminution des matières grasses, sucre, sodium), de lutter contre le gaspillage avec un service à l'assiette (le personnel connaissant bien les enfants) et de travailler avec les producteurs locaux en bio et agriculture raisonnée. Le projet a bénéficié d'une réalisation rapide, car la cuisine étant récente, les aménagements ont été moindres. Il est le résultat d'une coopération entre les élus, les parents d'élèves, les producteurs communaux et a bénéficié du soutien de l'équipe enseignante. L'association Bruded a apporté ses conseils et son réseau.

Implication des enfants

Un jardin d'herbes aromatiques, de fleurs comestibles et de fruits rouges a été créé par les enfants devant le restaurant scolaire et un composteur installé. Des rencontres avec les producteurs sont prévues : connaître ce qu'on mange, comment sont produits les aliments, par qui, etc. Des livrets ont été édités pour les parents (de la terre à l'assiette) et les enfants (livret de bonne conduite). Les élus de Landéda se sont aussi informés sur les prestataires pour l'aménagement de la cuisine car ils ont beaucoup de travaux à faire dans leurs bâtiments.

Réseau rural. Échanger les expériences

Vendredi, salle Ar Veilh, entre 30 et 35 acteurs du monde rural (élus, collectivité, agriculteurs...) ont participé à la 4^e rencontre du cycle « Favoriser l'intégration d'un repreneur en milieu rural, un levier pour pérenniser leur activité ». Il s'agit de « rendez-vous pour aider à la transmission en milieu rural, à l'interconnaissance entre les membres de ce réseau au niveau agricole, économique. L'objectif est aussi de mettre en lumière leur expérience, leur ressenti... », précise Camille Ménéca du réseau rural Bretagne, organisateur de la rencontre.



Les ateliers participatifs se sont enchaînés vendredi à la salle Ar Veilh à l'occasion de la 4^e rencontre organisée par le Réseau rural Bretagne.

Des ateliers participatifs

Cette opération se décline sous plusieurs formes : conférences, ateliers participatifs... « Aujourd'hui, nous avons privilégié cette dernière en deux temps : les retours d'expériences suivis d'un temps d'échange autour de l'action et du

développement économique de la CCHC », poursuit-il.

Des témoignages qui ont permis d'évoquer les initiatives actuellement en place comme le CIAP (Coopérative d'installation en agriculture paysanne), outil adapté aux personnes non issues du

milieu agricole souhaitant s'installer, ou « Rural'idée », dispositif accompagnant les initiatives innovantes. Les lauréats de cette année, qui se penchaient sur le thème « un service par et pour la personne en milieu rural », seront d'ailleurs connus en fin d'année.

Conseil. Vers un éco-bourg ?

Publié le 23 décembre 2017

Le conseil municipal, présidé par Thierry Piriou, maire, s'est réuni, jeudi soir, en mairie. **Demandes de subventions.** Au titre de la DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux) : pour le parc de glisse, d'un coût de 175.000 €, demande de 50.000 €; pour la cantine scolaire, d'un coût de 222.000 € demande de 75.000 €; pour la restauration de la mairie, chiffrée à 495.000 €, demande de 150.000 €. D'autres aides seront demandés au Département et au Fonds de soutien. **Devenir du bourg.** « Diagnostic et perspectives vers un éco-bourg » a été le sujet de stage de Léonard Abanda, qui a, depuis, obtenu son diplôme d'architecte - urbaniste. En présence de Maiwenn Magnier, chargé de développement au sein du réseau Bruded, il a présenté son travail en développant les différentes étapes de la démarche (état des lieux, évaluations, projet).

Statuts du Sdef. Le Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (Sdef) élargit ses compétences : installation de vélos électriques « intelligents », vidéo-protection, participation à la maîtrise d'ouvrage... Le conseil donne son accord et approuve la modification de statuts. **Frelons asiatiques.** La commune et Morlaix communauté verseront, chacun, au maximum 50 € pour participer à la destruction d'un nid. Cette année, il y a eu sept constats dans la commune.

Fermeture de la mairie le samedi. Fermée le samedi à titre expérimental, le conseil décide de prolonger l'expérience jusqu'au printemps. **Médiathèque.** Un emploi aidé ne sera pas renouvelé mais pour assurer la poursuite des activités, le conseil décide de faire passer l'employée titulaire de 31 à 35 h par semaine. **Chauffage bois.** Le tarif ne va guère augmenter, le produit de l'énergie restant stable : 0,07 € le kW/h.



CONTACT :

BRUDED - 19, rue des Chênes - 35630 Langouët – 02 99 69 95 47 - contact@bruded.fr – www.bruded.fr

BRUDED est soutenu par :

